

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2500

[C — 2009/27129]

**30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route
pour les services de transport réguliers et réguliers spécialisés**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars et plus précisément l'article 13, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, modifié par la loi du 29 juin 1984 et l'article 19 modifié par les lois du 20 décembre 1957 et 29 juin 1984;

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable et plus précisément l'article 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 février 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 février 2009;

Vu l'avis n° 46.234/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 avril 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « entreprise » : toute personne physique, toute personne morale avec ou sans but lucratif, toute association de personnes sans personnalité juridique et avec ou sans but lucratif, ainsi que tout organisme relevant de l'autorité publique, qu'il soit doté d'une personnalité juridique propre ou qu'il dépende d'une autorité ayant cette personnalité;

2^o « profession de transporteur de personnes par route » : l'activité de toute entreprise effectuant, au moyen de véhicules automobiles qui, d'après leur type de construction et leur équipement, sont aptes à transporter plus de neuf personnes, y compris le conducteur, et sont affectés à cette utilisation, des transports de personnes offerts au public ou à certaines catégories d'usagers, contre rémunération payée par la personne transportée ou par l'organisateur du transport;

3^o « services réguliers » : les services qui assurent le transport en commun de personnes effectués selon une fréquence et sur une relation déterminées, ces services pouvant prendre ou déposer des voyageurs aux points terminus et éventuellement en cours de route à des arrêts préalablement fixés;

4^o « services réguliers spécialisés » : les services qui assurent le transport en commun de catégories déterminées de personnes à l'exclusion d'autres voyageurs, dans la mesure où ces services sont effectués dans les mêmes conditions que celles des services réguliers;

5^o « véhicule » : tout moyen de transport, immatriculé comme autobus ou autocar par l'administration compétente en matière d'immatriculation des véhicules, qui est apte et destiné à transporter plus de neuf personnes, y compris le conducteur;

6^o « transport pour compte propre » : transport effectué à des fins non lucratives et non commerciales par celui qui effectue le transport, à condition que :

— l'activité de transport ne constitue qu'une activité accessoire pour celui qui effectue le transport,

— les véhicules utilisés soient la propriété de celui qui effectue le transport, ou aient été achetés à tempérament par lui, ou aient fait l'objet d'un contrat de location à long terme, et soient conduits par un membre du personnel de celui qui effectue le transport ou par lui-même.

7^o « Ministre » : le Ministre des Transports;

8^o « Administration » : la Direction du Service public de Wallonie ayant le transport des personnes dans ses attributions.

Art. 2. Le présent arrêté a pour objet la transposition de la Directive 96/26/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 1996 concernant l'accès à la profession de transporteur de marchandises et de transporteur de voyageurs par route ainsi que la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres visant à favoriser l'exercice effectif de la liberté d'établissement de ces transporteurs dans le domaine des transports nationaux et internationaux, modifiée par la Directive 98/76/CE du Conseil du 1^{er} octobre 1998, par la Directive 2004/66/CE du Conseil du 26 avril 2004 et par la Directive 2006/103/CE du Conseil du 20 novembre 2006.

Art. 3. Le présent arrêté est applicable aux entreprises de transport en ce qui concerne le transport en commun urbain et vicinal, en ce compris les services réguliers spécialisés, visé par l'article 6, § 1^{er}, X, alinéa 1^{er}, 8^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 4. Par dérogation à l'article 3, le présent arrêté ne s'applique pas :

1^o aux établissements d'enseignement, aux pouvoirs publics, au comité de parents, aux amicales scolaires et aux autres organismes similaires qui, au moyen de leur propres véhicules, effectuent des services de ramassage scolaire ainsi que d'autres transports scolaires à caractère local qui y sont liés;

2^o à ceux qui effectuent du transport pour compte propre.

Art. 5. Toute entreprise relevant du champ d'application de l'article 3 qui désire accéder à la profession de transporteur de personnes par route pour les services de transport réguliers ou réguliers spécialisés, ou qui exerce déjà cette profession, doit satisfaire aux conditions d'honorabilité, de capacité professionnelle et de capacité financière fixées par le présent arrêté, sans quoi l'autorisation de transport lui est refusée.

CHAPITRE II. — *Honorabilité**Section 1^{re}. — Principe*

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque l'entreprise est une personne physique, doivent satisfaire à la condition d'honorabilité :

1° cette personne physique;

2° les personnes éventuellement désignées par elle pour diriger les activités de transport de l'entreprise.

§ 2. Lorsque l'entreprise n'est pas une personne physique, doivent satisfaire à la condition d'honorabilité :

1° le gérant ou l'administrateur délégué ou le directeur général de l'entreprise;

2° la personne qui est mandatée pour mettre en œuvre son certificat de capacité professionnelle conformément à l'article 9, § 2.

Lorsqu'une personne morale est chargée de la gestion journalière de l'entreprise, la condition d'honorabilité s'applique également à toutes les personnes physiques désignées pour diriger cette personne morale.

Art. 7. § 1^{er}. L'entreprise satisfait à la condition d'honorabilité lorsque :

1° aucune des personnes visées à l'article 6, selon que l'entreprise est une personne physique ou non, n'a encouru, en Belgique ou à l'étranger, une condamnation pénale grave coulée en force de chose jugée;

2° aucune des personnes visées à l'article 6, selon que l'entreprise est une personne physique ou non, n'a encouru, en Belgique ou à l'étranger, des condamnations pénales graves coulées en force de chose jugée pour des infractions aux prescriptions relatives :

a) à la sécurité des véhicules ainsi qu'aux masses et dimensions de ces véhicules;

b) à la protection de l'environnement contre les diverses pollutions découlant de l'exercice de la profession de transporteur de personnes par route;

c) à la police de la circulation routière;

d) aux temps de conduite et de repos des conducteurs de véhicules et à l'utilisation du tachygraphe;

e) au transport rémunéré de personnes par route;

f) aux conditions de rémunération et de travail en vigueur au sein de la profession de transporteur de personnes par route;

g) à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs;

h) aux droits d'accises sur les huiles minérales;

3° la personne physique ou, si l'entreprise n'est pas une personne physique, les personnes visées à l'article 6, § 2, ne sont frappées d'aucune peine d'interdiction d'exercer une activité commerciale édictée en vertu de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions et activités.

§ 2. Pour l'application des dispositions visées au § 1^{er}, 1°, est considérée comme condamnation pénale grave toute condamnation pénale qui a donné lieu à une amende supérieure à 4.000 euros ou une peine d'emprisonnement principal supérieure à six mois.

§ 3. Pour l'application des dispositions visées au § 1^{er}, 2°, sont considérées comme condamnations pénales graves pour des infractions aux prescriptions précitées les condamnations pénales qui, globalement, ont donné lieu à une peine totale d'amende supérieure à 2.000 euros ou une peine totale d'emprisonnement principal supérieure à quatre mois.

§ 4. Aux §§ 1^{er} à 3, sont également applicables les dispositions suivantes :

1° il n'est pas tenu compte :

a) des condamnations à une amende n'excédant pas 75 euros ou à un emprisonnement principal n'excédant pas quinze jours;

b) des peines ou fractions de peines assorties d'un sursis si l'amende est inférieure à 1.000 euros ou si la peine d'emprisonnement principal est inférieure à trois mois;

2° pour les amendes pénales, il est fait abstraction des décimes additionnels; en ce qui concerne les condamnations pour des infractions auxquelles la législation relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales n'est pas applicable, le montant à prendre en considération est le quotient résultant de la division du montant de l'amende infligée par 60.

Section 2. — Preuve

Art. 8. § 1^{er}. Les fonctionnaires désignés par le Ministre doivent demander un extrait de casier judiciaire, modèle 1, aux personnes physiques et aux personnes morales en ce qui concerne leurs administrateurs, gérants, directeurs ou mandataires, à moins qu'ils n'aient accès au casier judiciaire central.

Si le pays d'origine de l'intéressé ou les pays où il a résidé ne délivrent pas le document visé à l'alinéa 1^{er}, l'honorabilité peut être attestée par un document équivalent délivré par les instances judiciaires ou administratives compétentes du pays d'origine de l'intéressé et, le cas échéant, des pays où il a résidé.

§ 2. A défaut des documents visés au § 1^{er} ou si ceux-ci ne contiennent pas de données ou contiennent des données insuffisantes que pour permettre de déterminer si la condition d'honorabilité est remplie, ces documents sont remplacés ou complétés par une attestation délivrée par une autorité administrative ou judiciaire compétente relative aux aspects de la condition d'honorabilité pour lesquels les documents visés au § 1^{er} ne fournissent pas de renseignements.

§ 3. A défaut des documents susvisés ou si ceux-ci contiennent des données encore insuffisantes que pour permettre de déterminer s'il est satisfait à tous les aspects de la condition d'honorabilité, ces documents sont complétés ou remplacés par une attestation d'une autorité administrative ou judiciaire compétente ou, à défaut, d'un notaire du pays d'origine de l'intéressé et, le cas échéant, des pays où il a résidé, certifiant que celui-ci a déclaré solennellement ou sous serment qu'il n'a pas fait l'objet de condamnations ni d'interdictions visées à l'article 7.

§ 4. Les documents visés aux §§ 1^{er}, 2 et 3 doivent avoir été délivrés moins de trois mois avant leur présentation.

§ 5. Les fonctionnaires désignés par le Ministre doivent tous les cinq ans, demander un extrait de casier judiciaire, modèle 1, ou un document équivalent aux personnes physiques et aux personnes morales en ce qui concerne leurs administrateurs, gérants, directeurs ou mandataires à moins qu'ils n'aient accès au casier judiciaire central. L'entreprise dispose d'un délai de trois mois pour fournir la preuve demandée.

CHAPITRE III. — Capacité professionnelle

Section 1^{re}. — Principe

Art. 9. § 1^{er}. Lorsque l'entreprise est une personne physique, soit cette personne physique, soit une autre personne désignée par elle et qui dirige effectivement et en permanence l'activité de transport de l'entreprise doit satisfaire à la condition de capacité professionnelle en étant titulaire d'un des certificats ou de l'attestation de capacité professionnelle visés à l'article 11.

§ 2. Lorsque l'entreprise n'est pas une personne physique, une des personnes physiques qui dirigent effectivement et en permanence l'activité de transport de l'entreprise doit satisfaire à la condition de capacité professionnelle en étant titulaire d'un des certificats ou de l'attestation de capacité professionnelle visés à l'article 11.

Art. 10. § 1^{er}. Pour être considérée comme dirigeant effectivement et en permanence l'activité de transport d'une entreprise, la personne qui met en œuvre son certificat ou son attestation de capacité professionnelle visés à l'article 11 dans cette entreprise doit :

- 1° soit exercer elle-même la profession de transporteur de personnes par route, en tant que personne physique;
- 2° soit posséder le titre et exercer la fonction de gérant ou d'administrateur délégué;

3° soit prouver qu'elle a conclu avec l'entreprise un contrat de travail permettant notamment de constater que cette personne accomplit les actes de direction tels que visés au § 2, 2° et 3°.

§ 2. La personne qui met en œuvre son certificat ou son attestation de capacité professionnelle visés à l'article 11 dans l'entreprise et qui ne satisfait pas aux dispositions visées au § 1^{er}, doit pouvoir prouver :

1° qu'elle a le pouvoir de signature sur le compte financier de l'entreprise et qu'elle exerce ce pouvoir;

2° qu'elle intervient régulièrement dans les activités suivantes :

- a) l'acquisition des véhicules;
- b) la conclusion des contrats avec les clients et les sous-traitants;
- c) la conclusion des contrats d'assurance;
- d) la signature de la correspondance journalière;

3° qu'elle intervient régulièrement dans au moins deux des activités suivantes :

- a) le calcul du prix de revient et l'établissement des offres de prix;
- b) la facturation;
- c) la conclusion des contrats en matière d'achat et de vente;
- d) la gestion du personnel.

Section 2. — Preuve

Art. 11. § 1^{er}. La capacité professionnelle est attestée :

1° soit par un certificat de capacité professionnelle au transport de voyageurs par route, délivré conformément aux dispositions de l'article 13;

2° soit par un certificat de capacité professionnelle délivré par l'autorité fédérale ou par une autre entité régionale en application de la Directive 96/26/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 1996 concernant l'accès à la profession de transporteur de marchandises et de transporteur de voyageurs par route ainsi que la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres visant à favoriser l'exercice effectif de la liberté d'établissement de ces transporteurs dans le domaine des transports nationaux et internationaux;

3° soit par un certificat de capacité professionnelle au transport national de voyageurs par route, délivré par application de l'arrêté royal du 5 septembre 1978 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de voyageurs par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux;

4° soit par un certificat de capacité professionnelle au transport international de voyageurs par route, délivré par application de l'arrêté royal du 5 septembre 1978 visé au 3° du présent article;

5° soit par une attestation de capacité professionnelle délivrée par l'autorité ou l'instance désignée à cet effet par un autre Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen et dont il ressort que :

- a) l'intéressé possède la compétence requise dans les matières mentionnées dans la liste figurant à l'annexe 2;
- b) la compétence constatée dans le cadre d'un examen habilite l'intéressé à faire valoir sa capacité professionnelle, soit dans une entreprise effectuant uniquement des transports nationaux, soit dans une entreprise effectuant des transports internationaux.

§ 2. Lorsque l'attestation de capacité professionnelle visée au § 1^{er}, 5°, est délivrée sur base d'une expérience pratique d'au moins cinq ans à un niveau de direction dans une entreprise de transport, cette attestation n'est recevable que si l'expérience invoquée a été acquise dans une entreprise de transport établie dans l'Etat qui a délivré l'attestation.

§ 3. Les certificats ou attestations sont à fournir à l'Administration.

Art. 12. Le modèle du certificat de capacité professionnelle visé à l'article 11, § 1^{er}, 1°, est fixé en annexe 1^{re} du présent arrêté.

Section 3. — Délivrance du certificat de capacité professionnelle

Art. 13. Le certificat de capacité professionnelle visé à l'article 11, § 1^{er}, 1° est délivré par le Ministre ou par son délégué à toute personne physique qui a réussi l'examen organisé conformément aux dispositions du présent arrêté par un jury d'examen.

Les titulaires de certains diplômes de l'enseignement supérieur ou de l'enseignement technique qui impliquent une bonne connaissance des matières énumérées dans la liste figurant à l'annexe 2 du présent arrêté, et que le Ministre peut déterminer spécialement à cet effet, sont dispensés de l'examen dans les matières couvertes par ces diplômes.

Art. 14. La liste des matières faisant l'objet de l'examen visé à l'article 13 est fixée en annexe 2.

Art. 15. § 1^{er}. L'examen visé à l'article 13 consiste en :

1° deux épreuves écrites portant sur une partie des matières visées à l'article 14;

2° une épreuve orale portant sur certaines matières déterminées par tirage au sort parmi celles qui n'ont pas fait l'objet de l'épreuve écrite.

§ 2. La première épreuve écrite est constituée de questions portant sur la théorie et comportant soit des questions au choix multiple, soit des questions ouvertes, soit une combinaison des deux systèmes. La seconde épreuve écrite est constituée d'exercices relatifs à des études de cas. La durée minimale de chacune des épreuves écrites est de deux heures.

§ 3. La participation à l'épreuve orale est subordonnée à la réussite des épreuves écrites.

§ 4. Pour chacune des deux épreuves écrites ainsi que pour l'épreuve orale la pondération des points ne peut être inférieure à 25 % ni supérieure à 40 % du total des points à attribuer.

§ 5. Pour réussir l'examen les candidats doivent obtenir une moyenne de 60 % au moins du total des points à attribuer sans que le pourcentage des points obtenus dans chaque épreuve ne puisse être inférieur à 50 % des points possibles. Toutefois, le jury d'examen peut, uniquement pour une épreuve, réduire le pourcentage de 50 % à 40 %.

Section 4. — Composition, attributions et fonctionnement du jury d'examen

Art. 16. § 1^{er}. Le jury d'examen visé à l'article 13 est composé d'un président et d'un vice-président désignés par le Gouvernement, ainsi que d'assesseurs au nombre de quatre au moins, désignés en raison de leur compétence particulière.

Le vice-président remplace le président en cas d'empêchement de ce dernier.

Le président, le vice-président et les assesseurs sont nommés par le Gouvernement pour une durée de trois ans maximum. Les mandats sont renouvelables.

Un fonctionnaire de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques est désigné comme secrétaire du jury par le directeur général. Le secrétaire a voix consultative.

§ 2. Ne peuvent être membres du jury d'examen :

1° les personnes qui exercent la profession de transporteur de personnes par route, les personnes qui sont employées dans une entreprise exerçant cette activité et celles qui y exercent un mandat;

2° les membres du personnel des organisations professionnelles du secteur visé au 1°.

Art. 17. § 1^{er}. Compte tenu des dispositions de l'article 15, § 2, le président du jury fixe, pour chaque matière ou groupe de matière, la durée des épreuves écrites de l'examen.

§ 2. Les membres du jury, réunis en séance plénière, délibèrent valablement si au moins la moitié des membres est présente.

La séance est présidée par le président ou par le vice-président du jury d'examen ou, en leur absence, par un assesseur désigné par les membres présents.

Les décisions du jury sont prises à la majorité des voix; en cas de partage des voix, celle du président de la séance est prépondérante.

Art. 18. § 1^{er}. Les rémunérations relatives aux prestations effectuées par le président, par le secrétaire et par les membres du jury d'examen ainsi que l'indemnisation des frais occasionnés par l'accomplissement de leur mission sont à charge de l'Organisme agréé par le Ministre pour assurer un soutien logistique au jury d'examen.

Elles sont fixées comme suit :

1° correction des épreuves écrites : 2 euros par cahier d'examen;

2° interrogation lors de l'épreuve orale : 33 euros par heure, le samedi et 45 euros par heure, le dimanche;

3° participation à la délibération du jury d'examen : 20 euros par heure;

4° rémunération du président du jury d'examen : 128 euros par session d'examen;

5° rémunération du secrétaire du jury d'examen : 199 euros par session d'examen et 1.50 euros par participant aux épreuves écrites de l'examen, avec un montant maximal de 767 euros.

§ 2. Les montants visés au § 1^{er} sont adaptés au 1^{er} septembre de chaque année à l'évolution de l'indice santé conformément à la formule suivante : redevance de base multipliée par le nouvel indice et divisée par l'indice de départ.

Il faut entendre par « nouvel indice », l'indice santé du mois qui précède l'adaptation de la rémunération et par « l'indice départ » l'indice santé du mois de septembre 2004.

Section 5. — Contenu de l'examen et pondération des points

Art. 19. Les épreuves écrites de l'examen portent sur les matières visées sous les rubriques 3° et 5°, a) à g) de l'annexe 2 du présent arrêté. L'épreuve orale de l'examen porte sur quatre matières ou groupes de matières, déterminées par tirage au sort parmi celles qui n'ont pas fait l'objet des épreuves écrites visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 20. La pondération des points entre les différentes parties de l'examen est fixée comme suit :

1° pour l'épreuve écrite consistant en questions portant sur la théorie : 30 % du total des points à attribuer;

2° pour l'épreuve écrite consistant en exercices relatifs à des études de cas : 30 % du total des points à attribuer;

3° pour l'épreuve orale : 40 % du total des points à attribuer.

Section 6. — Fréquence des sessions d'examen

Art. 21. Les sessions d'examen ont lieu selon les besoins et au moins une fois par an.

Section 7. — Modalités et conditions de participation à l'examen

Art. 22. Les sessions d'examen sont annoncées au *Moniteur belge* au moins un mois avant la date.

Art. 23. Dans le délai fixé lors de l'annonce de l'examen, les candidats adressent une demande d'inscription à l'organisme visé à l'article 18, § 1^{er}.

La demande d'inscription doit obligatoirement être établie sur un formulaire délivré par le secrétaire du jury d'examen.

L'inscription à l'examen est subordonnée au paiement d'une somme de 87 euros, non compris la taxe sur la valeur ajoutée. Ce montant doit être versé à l'organisme visé à l'article 18, § 1^{er}, dès réception de la facture transmise par cet organisme et n'est remboursable qu'en cas de force majeure, à concurrence de 50 euros.

Les examens ont lieu en français ou en allemand, suivant la langue mentionnée par le candidat dans sa demande.

Le candidat qui a réussi les épreuves écrites d'une session d'examen et qui ne se présente pas à l'épreuve orale de la même session ou qui échoue à cette épreuve orale, est exempté des épreuves écrites, uniquement lors des deux sessions suivantes, sur demande écrite adressée au secrétaire du jury d'examen.

Art. 24. A l'expiration du délai prévu pour l'introduction des demandes d'inscription, le secrétaire du jury d'examen arrête la liste des candidats et convoque ceux-ci aux épreuves.

Art. 25. Après avoir pris tous avis utiles parmi les membres du jury d'examen, le président du jury arrête les questions qui feront l'objet des épreuves écrites et, compte tenu des dispositions de l'article 20, détermine l'importance respective des matières ou ensembles de matières, tant écrites qu'orales.

Art. 26. Le plus tard possible avant les épreuves écrites, le questionnaire est reproduit, par les soins du secrétaire du jury, au nombre d'exemplaires jugé nécessaire. Les exemplaires sont placés sous pli scellé et déposés en lieu sûr.

Section 8. — Discipline des séances d'examen

Art. 27. La surveillance des séances d'examen est exercée par le président du jury d'examen ou par des personnes qu'il désigne à cet effet.

Art. 28. Pour les épreuves écrites, les règles suivantes sont d'application :

1° les candidats qui se présentent aux épreuves écrites doivent occuper la place qui leur est assignée dans la convocation.

Chaque candidat reçoit des cahiers d'examen sur lesquels il indique les données d'identité demandées qu'il fait suivre de sa signature.

Un surveillant confronte ces données et la signature avec la carte d'identité du candidat;

2° le pli contenant les exemplaires du questionnaire est ouvert par le secrétaire du jury ou par un surveillant qu'il désigne à cet effet, en présence de deux témoins n'appartenant pas au jury;

3° les surveillants assurent le maintien de l'ordre dans la salle d'examen. Ils ne peuvent fournir des explications aux candidats. Si des renseignements sont demandés, ils avertissent le secrétaire du jury ou son représentant;

4° les candidats qui troublent l'ordre, qui fraudent ou tentent de frauder, sont exclus par le président du jury d'examen ou par des personnes qu'il désigne à cet effet.

Ils ne peuvent, sous peine d'exclusion immédiate, utiliser du papier autre que celui qui leur est fourni, ni communiquer entre eux ou avec l'extérieur, ni consulter des notes, des livres ou des supports d'information électroniques à l'exclusion de la documentation éventuellement autorisée.

Quiconque est porteur de notes, de livres, de matériel informatique ou de télécommunication est tenu de les remettre au secrétaire du jury ou à son représentant;

5° les candidats ne peuvent quitter la séance qu'après l'heure indiquée dans la convocation.

A partir de ce moment, aucun candidat ne peut plus être admis à entrer dans la salle d'examen;

6° les candidats ne peuvent quitter la salle d'examen sans avoir remis leurs cahiers d'examen au surveillant désigné à cet effet.

Un cachet est alors apposé sur la lettre de convocation;

7° à l'issue des épreuves écrites, les cahiers d'examen des candidats sont placés sous pli scellé par un surveillant ou par le secrétaire du jury et déposés en lieu sûr par ce dernier.

Art. 29. Pour l'épreuve orale, les candidats sont groupés d'après la langue de l'examen et appelés dans l'ordre déterminé par le président du jury.

Section 9. — Attribution des notes d'appréciation

Art. 30. § 1^{er}. Pour chaque matière ou groupe de matières, la note d'appréciation est exprimée par un nombre entier variant de 0 à 20.

§ 2. En ce qui concerne les épreuves écrites, les correcteurs indiquent sur les cahiers d'examen, en marge des réponses, la note attribuée qu'ils font suivre de leur paraphe.

§ 3. En ce qui concerne l'épreuve orale, les examinateurs sont mis en possession d'une liste des candidats. Ils indiquent en regard du nom de chaque candidat la note attribuée et signent la liste.

§ 4. Les notes sont communiquées au secrétaire du jury d'examen; celui-ci les présente au président du jury d'examen en vue de la délibération de ce jury.

§ 5. Le procès-verbal mentionnant le nom des candidats et les notes obtenues est établi par les soins du secrétaire du jury et signé par le président du jury.

Section 10. — Communication des résultats de l'examen

Art. 31. Les candidats sont informés par le secrétaire du jury des notes qu'ils ont obtenues dans chaque matière ou groupe de matières sur lesquelles ils ont été interrogés ainsi que du pourcentage des notes obtenues pour l'ensemble de ces matières.

Section 11. — Continuité de la capacité professionnelle

Art. 32. L'entreprise doit, tous les cinq ans, apporter la preuve qu'elle satisfait toujours à la condition de capacité professionnelle.

En outre, l'entreprise doit apporter cette preuve chaque fois que le Ministre ou son délégué la lui réclame.

Pour produire la preuve visée à l'alinéa 2, l'entreprise dispose d'un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la demande qui lui est adressée par le Ministre ou par son délégué.

§ 2. Une décision défavorable pour direction non-effective ou non-permanente des activités de transport de l'entreprise par une personne qui est titulaire du certificat ou de l'attestation de capacité professionnelle peut être révisée par le Ministre.

Art. 33. § 1^{er}. Lorsqu'une des personnes désignées pour diriger l'activité de transport de l'entreprise décède, devient incapable physiquement ou légalement d'exercer ses fonctions ou quitte l'entreprise en d'autres circonstances, l'entreprise doit signaler cet événement dans le mois au Ministre ou à son délégué.

§ 2. Lorsqu'une des personnes désignées pour diriger l'activité de transport de l'entreprise décède, devient incapable physiquement ou légalement d'exercer ses fonctions, l'entreprise dispose d'un délai d'un an à dater de cet événement pour pourvoir à la désignation d'un remplaçant.

L'entreprise ne peut bénéficier du délai visé à l'alinéa 1^{er} si l'événement susvisé survient avant qu'une première autorisation de transport n'ait été délivrée au nom de cette entreprise.

§ 3. Lorsqu'une des personnes désignées pour diriger l'activité de transport de l'entreprise quitte l'entreprise en d'autres circonstances que celles visées au § 2, alinéa 1^{er}, le Ministre ou son délégué fixe un délai de six mois au maximum à dater de cet événement pour pourvoir au recrutement d'un remplaçant.

L'entreprise ne peut bénéficier du délai visé à l'alinéa 1^{er} si l'événement susvisé survient avant qu'une première autorisation de transport n'ait été délivrée au nom de cette entreprise.

CHAPITRE IV. — *Capacité financière*

Section 1^{re}. — Principe

Art. 34. Une entreprise satisfait à la condition de capacité financière lorsqu'elle peut justifier :

1° soit de la constitution d'un capital et de réserves d'une valeur au moins égale à 9.000 euros pour le premier véhicule et à 5.000 euros pour chaque véhicule supplémentaire.

2° soit, de la constitution d'un cautionnement solidaire d'une valeur au moins égale à 9.000 euros pour le premier véhicule et à 5.000 euros pour chaque véhicule supplémentaire.

Section 2. — Preuve

Art. 35. § 1^{er}. Pour prouver sa capacité financière, l'entreprise doit démontrer à partir des comptes annuels, qu'elle dispose chaque année de capitaux et de réserves pour le montant fixé à l'article 34, 1°.

§ 2. L'entreprise peut également prouver sa capacité financière par une attestation de cautionnement établie par un des organismes suivants, document dont il ressort que l'organisme concerné s'est porté caution solidaire de l'entreprise pour le montant fixé à l'article 34, 2° :

1° un établissement de crédit de droit belge, agréé conformément au titre II de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, ou une succursale d'un établissement de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne, enregistrée conformément à l'article 65 de la loi du 22 mars 1993 précitée, ou un établissement de crédit non établi en Belgique, relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne et exerçant son activité en Belgique sous le régime de la libre prestation de service, conformément à l'article 66 de la loi du 22 mars 1993 précitée;

2° une entreprise d'assurances agréée conformément à la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

Art. 36. Les attestations de cautionnement et les attestations de capital et de réserves sont à fournir à l'Administration à chaque demande.

Section 3. — Mise en œuvre du cautionnement

Art. 37. § 1^{er}. Le cautionnement visé à l'article 35, § 2, est affecté dans sa totalité à la garantie des dettes de l'entreprise pour autant qu'elles soient devenues exigibles durant la période visée au § 2 et pour autant qu'elles résultent de l'activité de transport de l'entreprise.

Le cautionnement s'étend à tous les accessoires de la dette principale et de son recouvrement.

Toutefois, le cautionnement n'est pas affecté à la garantie de dettes qui résultent de toute opération de financement, de location et de location-financement.

§ 2. Il ne peut être fait appel au cautionnement que pour autant que les dettes soient devenues exigibles durant la période de 365 jours qui précède la date d'appel au cautionnement.

Lorsqu'un créancier intente une action en justice contre l'entreprise et en fait notification à la caution solidaire, par un envoi en recommandé d'une copie de l'acte introductif d'instance, la période de 365 jours visée à l'alinéa 1^{er} est celle qui précède la date de cet envoi recommandé.

Lorsqu'en cas de faillite de l'entreprise un créancier introduit une déclaration de créance et en fait notification à la caution solidaire par un envoi en recommandé, la période de 365 jours visée à l'alinéa 1^{er} est celle qui précède la date de cet envoi recommandé.

Il ne peut toutefois jamais être fait appel au cautionnement pour des dettes :

1° qui étaient déjà exigibles avant la date à laquelle l'attestation visée à l'article 35, § 2, a été rédigée;

2° qui sont nées après la faillite de l'entreprise, sauf lorsque le tribunal de commerce a autorisé la poursuite provisoire des activités commerciales du failli.

Art. 38. § 1^{er}. Seuls peuvent faire appel au cautionnement les titulaires des créances visées à l'article 37, en produisant, par un envoi en recommandé adressé à la caution solidaire visée à l'article 35, § 2 :

1° soit une décision judiciaire, même non exécutoire, prise en Belgique à charge de cette entreprise;

2° soit, en cas de faillite de l'entreprise, la preuve de l'admission de la créance au passif de cette faillite, par le curateur ou par le tribunal de commerce.

§ 2. Sauf en cas de faillite, les appels au cautionnement seront traités en fonction de la date du dépôt de l'envoi en recommandé adressé à la caution solidaire, la date de la poste faisant foi.

Si plusieurs appels ont été déposés à la poste à la même date et si le montant du cautionnement est insuffisant, il sera procédé à un partage proportionnel entre les créanciers concernés.

La caution solidaire qui ne conteste pas un appel au cautionnement est tenue de payer le créancier dans les soixante jours qui suivent la réception de cet appel.

§ 3. En cas de faillite il sera procédé à un partage proportionnel entre les créanciers qui auront fait appel au cautionnement, conformément au § 1^{er}, 2°, dans un délai d'un mois après la date de l'admission des créances au passif de la faillite. La caution solidaire qui ne conteste pas un appel au cautionnement est tenue de payer le créancier dans les soixante jours qui suivent le terme du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 39. En cas de prélèvement total ou partiel opéré sur le cautionnement, l'entreprise est tenue d'en informer le Ministre ou son délégué, par un envoi recommandé. L'entreprise est tenue de reconstituer ou de compléter le cautionnement dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi du recommandé.

Art. 40. § 1^{er}. A défaut de dispositions contractuelles prévues entre la caution solidaire et l'entreprise au sujet de la libération du cautionnement, la caution solidaire est libérée de ses obligations à l'égard des créanciers éventuels après un délai de neuf mois à compter de la date à laquelle le Ministre ou son délégué a reçu de ladite caution solidaire la lettre lui notifiant sa décision de se dégager totalement ou partiellement de ses obligations.

Toutefois, pendant les six derniers mois du délai visé à l'alinéa 1^{er}, il ne peut plus être fait appel au cautionnement que pour autant que la créance soit née avant le début de ces six derniers mois.

§ 2. Lorsqu'avant l'expiration du délai de neuf mois visé au § 1^{er}, un créancier intente une action en justice contre l'entreprise et en fait notification à la caution solidaire, par un envoi en recommandé d'une copie de l'acte introductif d'instance, ce délai est suspendu en faveur de ce créancier; ce délai ne recommence à courir qu'au jour où la décision judiciaire définitive concernant cette affaire est passée

en force de chose jugée.

§ 3. En cas de faillite, de l'entreprise, lorsqu'avant l'expiration du délai de neuf mois visé au § 1^{er} un créancier introduit une déclaration de créance et en fait notification à la caution solidaire, par un envoi en recommandé d'une copie de cette déclaration de créance, ce délai est suspendu en faveur de ce créancier; ce délai ne recommence à courir qu'au jour de l'admission ou du rejet de la créance.

§ 4. Par dérogation aux §§ 1^{er}, 2 et 3, aucun appel ne pourra plus être valablement fait à l'égard de la caution qui s'est dégagée de ses obligations, à partir de la date à laquelle le Ministre ou son délégué a reçu une attestation émanant d'une autre caution solidaire qui déclare reprendre les obligations restantes de la première caution.

CHAPITRE V. — *Contrôle*

Art. 41. Sont désignés pour rechercher et constater les infractions au présent arrêté, conformément à la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, les agents de l'Administration qui sont investis d'un mandat de police judiciaire.

CHAPITRE VI. — *Sanctions*

Art. 42. § 1^{er}. Lorsque l'entreprise titulaire d'une autorisation de transport ne satisfait plus à l'une des conditions d'honorabilité, de capacité professionnelle ou de capacité financière fixées par le présent arrêté, l'Administration lui adresse un avertissement octroyant un délai de six mois minimum à l'entreprise pour que celle-ci puisse régulariser sa situation.

§ 2. Si l'entreprise n'a pas régularisé sa situation dans le délai imparti par l'avertissement, son autorisation peut être suspendue pour une durée déterminée ou retirée définitivement par l'Administration, sans préjudice des dispositions de l'article 33, §§ 2 et 3.

Avant toute mesure de suspension temporaire ou retrait définitif, l'entreprise concernée est convoquée pour une audition préalable par l'Administration. La convocation indique les griefs retenus à sa charge et l'informe qu'elle peut consulter le dossier de la procédure.

La décision de suspension temporaire ou de retrait définitif est notifiée à l'entreprise concernée

par lettre recommandée à la poste dans les dix jours de l'audition.

Passé ce délai, l'Administration est réputée renoncer définitivement à toute suspension ou tout retrait fondé sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau.

La décision de suspension temporaire ou de retrait définitif est effective dans un délai de deux mois à dater de sa notification.

Toute décision de retrait pour défaut de condition d'honorabilité fixe un délai de six mois au maximum pour permettre le recrutement d'un remplaçant, pour autant que les condamnations qui justifient cette décision n'aient pas été prononcées à charge de la personne physique qui exerce la profession de transporteur de personnes par route.

Art. 43. Les entreprises visées par une décision défavorable disposent d'un recours qui peut être exercé directement auprès du Ministre dans les trente jours de la notification de la décision de suspension ou de retrait.

Le Ministre statue dans les trois mois de la réception du recours.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 44. Les entreprises qui exercent déjà la profession de transporteur de personnes par route disposent, en ce qui concerne les véhicules affectés à l'exploitation de leur activité de transporteur avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un délai de six mois à compter de cette date pour démontrer qu'elles satisfont aux conditions d'honorabilité, de capacité financière et de capacité professionnelle.

Art. 45. Le présent arrêté entre en vigueur le mois suivant sa publication au *Moniteur belge*.

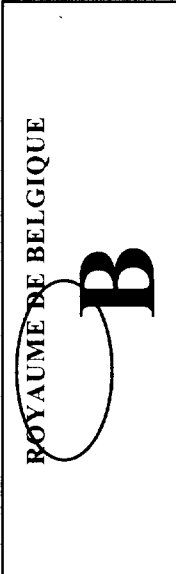
Art. 46. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ANNEXE 1a - Modèle de certificat de capacité professionnelle au transport national de voyageurs par route

	SERVICE PUBLIC DE WALLONIE MOBILITE ET VOIES HYDRAULIQUES Direction du Transport de personnes
COMMUNAUTE EUROPEENNE	
CERTIFICAT DE CAPACITE PROFESSIONNELLE AU TRANSPORT NATIONAL DE VOYAGEURS PAR ROUTE	
N° 	
Nous, soussigné, Directeur général de la Direction Générale Opérationnelle « Mobilité et Voies hydrauliques », fonctionnaire délégué par le Ministre des Transports, certifie:	
a) que....., le..... a subi avec succès les épreuves de l'examen (année:; session:) organisé pour l'obtention du certificat de capacité professionnelle au transport national de voyageurs par route, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement Wallon du..... fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route pour les services de transports réguliers et réguliers spécialisés;	
b) que la personne visée au point a) est habilitée à faire valoir sa capacité professionnelle dans une entreprise de transport de voyageurs par route effectuant uniquement des transports nationaux.	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px auto; width: 80%;"> <i>Le présent certificat constitue la preuve suffisante de la capacité professionnelle visée à l'article 10, paragraphe 1 de la directive 96/26/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 1996 concernant l'accès à la profession de transporteur de marchandises et de transporteur de voyageurs par route ainsi que la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres visant à favoriser l'exercice effectif de la liberté d'établissement de ces transporteurs dans le domaine des transports nationaux et internationaux.</i> </div>	
Cachet de la Direction générale Mobilité et Voies hydrauliques:	Délivré à Namur (Belgique), le Pour le Président du jury d'examen: Le Secrétaire,
Pour le Ministre: Le Directeur général,

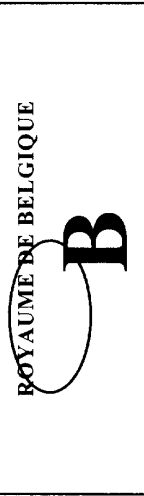
Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route pour les services de transport réguliers et réguliers spécialisés.

Namur, le 30 avril 2009

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
 A. ANTOINE

ANNEXE 1b - Modèle de certificat de capacité professionnelle au transport national et international de voyageurs par route

 <p>ROYAUME DE BELGIQUE B</p>	<p>COMMUNAUTE EUROPEENNE</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 5px auto; width: 80%;"> <p>SERVICE PUBLIC DE WALLONIE MOBILITE ET VOIES HYDRAULIQUES</p> </div> <p>Direction du Transport de personnes</p>
<p>CERTIFICAT DE CAPACITE PROFESSIONNELLE AU TRANSPORT NATIONAL ET INTERNATIONAL DE VOYAGEURS PAR ROUTE</p> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px 10px; margin: 5px auto;">N°</div>	
<p>Nous, soussigné, Directeur général de la Direction Générale Opérationnelle « Mobilité et Voies hydrauliques », fonctionnaire délégué par le Ministre des Transports, certifions:</p> <p>a) que.....a subi avec succès les épreuves de l'examen (année:; session:) organisé pour l'obtention du certificat de capacité professionnelle au transport national et international de voyageurs par route, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement Wallon du..... fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route pour les services de transports réguliers et réguliers spécialisés;</p> <p>b) que la personne visée au point a) est habilitée à faire valoir sa capacité professionnelle dans une entreprise de transport de voyageurs par route effectuant des transports internationaux.</p>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p><i>Le présent certificat constitue la preuve suffisante de la capacité professionnelle visée à l'article 10, paragraphe 1 de la directive 96/56/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 1996 concernant l'accès à la profession de transporteur de marchandises et de transporteur de voyageurs par route ainsi que la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres visant à favoriser l'exercice effectif de la liberté d'établissement de ces transporteurs dans le domaine des transports nationaux et internationaux.</i></p> </div>	
<p>Cachet de la Direction générale Mobilité et Voies hydrauliques:</p>	<p>Délivré à Namur (Belgique), le</p> <p>Pour le Président du jury d'examen: Le Secrétaire,</p>
<p>.....</p>	<p>.....</p>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route pour les services de transport réguliers et réguliers spécialisés.

Namur, le 30 avril 2009

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe 2

Liste des matières faisant l'objet des cours et examen de capacité professionnelle

1° Eléments de droit civil :

- a) les contrats en général;
- b) les principaux contrats en usage dans les activités du transport routier et notamment les droits et obligations qui en découlent;
- c) la négociation d'un contrat de transport légalement valide, notamment en ce qui concerne les conditions de transport;
- d) l'analyse d'une réclamation de son commettant concernant des dommages occasionnés aux voyageurs ou à leurs bagages lors d'un accident survenu en cours de transport ou concernant des dommages dus au retard, ainsi que des effets de cette réclamation sur sa responsabilité contractuelle.

2° Eléments de droit commercial :

- a) les conditions et formalités prévues pour exercer le commerce, les obligations générales des commerçants (immatriculation, livres de commerce, etc.) et les conséquences de la faillite;
- b) les formes de sociétés commerciales, leurs règles de constitution et de fonctionnement.

3° Eléments de droit social :

- a) le rôle et le fonctionnement des institutions sociales intervenant dans le secteur du transport routier (syndicats, comités d'entreprises, délégués du personnel, inspecteurs du travail, etc.);
- b) les obligations des employeurs en matière de sécurité sociale;
- c) les contrats de travail relatifs aux différentes catégories de travailleurs des entreprises de transport routier (forme des contrats, obligations des parties, conditions et durée du travail, congés payés, rémunération, rupture du contrat, etc.);
- d) les réglementations relatives aux temps de conduite et de repos des conducteurs ainsi qu'au tachygraphe et les mesures pratiques d'application de ces réglementations.

4° Eléments de droit fiscal :

- a) la T.V.A. sur les services de transport;
- b) la taxe de circulation des véhicules;
- c) les taxes sur certains véhicules utilisés pour le transport de personnes par route ainsi que les péages et droits d'usage perçus pour l'utilisation de certaines infrastructures;
- d) les impôts sur le revenu.

5° Gestion commerciale et financière de l'entreprise :

- a) les dispositions légales et les pratiques concernant l'utilisation des chèques, des lettres de change, des billets à ordre, des cartes de crédit et des autres moyens ou méthodes de paiement;
- b) les formes de crédit (bancaires, documentaires, cautionnement, hypothèques, location-financement, location à long terme, factoring, etc.), les charges et les obligations qui en découlent;
- c) le bilan (définition, présentation et interprétation);
- d) la lecture et l'interprétation d'un compte de résultat;
- e) l'analyse de la situation financière et de la rentabilité de l'entreprise, notamment sur la base de ratios financiers;
- f) la préparation d'un budget;
- g) les éléments du prix de revient (coûts fixes, coûts variables, fonds d'exploitation, amortissements, etc.) et son calcul par véhicule, au kilomètre ou au voyage;
- h) la réalisation d'un organigramme relatif à l'ensemble du personnel de l'entreprise, l'organisation des plans de travail, etc.;
- i) les principes de l'étude du marché (« marketing »), de la promotion de la vente de services de transport, de l'élaboration de fichiers clients, de la publicité, des relations publiques, etc.;
- j) les types d'assurances propres aux transports routiers (assurances de responsabilité, de personnes, de choses, de bagages), les garanties et les obligations qui en découlent;
- k) les applications télématiques dans le domaine du transport routier;
- l) l'application des règles concernant les tarifs et la formation des prix dans les transports publics et privés de voyageurs;
- m) l'application des règles relatives à la facturation des services de transport routier de voyageurs.

6° Accès à la profession et au marché :

- a) les réglementations relatives au transport routier de personnes pour compte de tiers, à la location des véhicules utilitaires et à la sous-traitance, notamment les règles relatives à l'organisation officielle de la profession, à son accès, aux autorisations de transport national, aux licences de transport communautaires et extra-communautaires, au contrôle et aux sanctions;
- b) les réglementations relatives à la constitution d'une entreprise de transport routier;
- c) les documents requis pour l'exécution des transports routiers et la mise en place des procédés de vérification pour assurer la présence, tant dans l'entreprise qu'à bord des véhicules, des documents requis se rapportant à chaque transport effectué, notamment les documents relatifs au véhicule et au conducteur;
- d) l'organisation du marché des transports routiers de voyageurs;
- e) la création de services de transport et l'établissement des plans de transport.

7° Normes et exploitation techniques :

- a) les masses et dimensions des véhicules dans les Etats membres de l'Union européenne et les procédures relatives aux transports exceptionnels dérogeant à ces règles générales;
- b) le choix des véhicules ainsi que de leurs éléments (châssis, moteur, organes de transmission, systèmes de freinage, etc.), en fonction des besoins de l'entreprise;
- c) les formalités relatives à la réception, à l'immatriculation et au contrôle technique de ces véhicules;
- d) les mesures à prendre pour lutter contre la pollution de l'air par les émissions des véhicules automobiles ainsi que contre le bruit;

e) l'établissement des plans d'entretien périodique des véhicules et de leur équipement.

8° Sécurité routière :

a) les qualifications requises du personnel de conduite (permis de conduire, attestations médicales, certificats d'aptitude professionnelle, etc.);

b) la mise en place des actions pour s'assurer que les conducteurs respectent les règles, les interdictions et les restrictions de circulation en vigueur dans les Etats membres de l'Union européenne (limitations de vitesses, priorités, arrêt et stationnement, emploi des feux, signalisation routière, comportement à l'égard des usagers faibles, etc.);

c) l'élaboration des consignes destinées aux conducteurs concernant la conduite préventive et la vérification des normes de sécurité relatives à l'état des véhicules, à leur équipement et aux passagers;

d) l'instauration des procédures de conduite en cas d'accident et la mise en œuvre des procédures appropriées pour éviter la répétition d'accidents ou d'infractions graves;

e) la géographie routière des Etats membres de l'Union européenne (connaissance élémentaire).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route pour les services de transport réguliers et réguliers spécialisés.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2009 — 2500

[C – 2009/27129]

30. APRIL 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers für den Linienverkehr und die Sonderformen des Linienverkehrs

Die Regierung der Wallonischen Region,

Aufgrund des Erlassgesetzes vom 30. Dezember 1946 über den gewerblichen Personenkraftverkehr mit Kraftomnibussen, insbesondere des Artikels 13, § 3, Absatz 1, 1°, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Juni 1984 und des Artikels 19, abgeändert durch die Gesetze vom 20. Dezember 1957 und vom 29. Juni 1984;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über die Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im Straßen-, Eisenbahn- oder Binnenschiffsverkehr, insbesondere des Artikels 1, Absatz 1;

Aufgrund des am 9. Februar 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 12. Februar 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. April 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 46.234/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist zu verstehen unter:

1° «Unternehmen»: jede natürliche Person, jede juristische Person mit oder ohne Gewinnerzielungsabsicht, jede Vereinigung von Personen ohne Rechtspersönlichkeit und mit oder ohne Gewinnerzielungsabsicht, sowie jedes staatliche Organ, unabhängig davon, ob dieses über eine eigene Rechtspersönlichkeit verfügt oder von einer Behörde mit Rechtspersönlichkeit abhängt;

2° «Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers»: die Tätigkeit eines jeden Unternehmens, das eine der Öffentlichkeit oder bestimmten Benutzergruppen angebotene Personenbeförderung gegen Vergütung durch die beförderte Person oder durch den Veranstalter der Beförderung ausführt, und zwar mit Kraftfahrzeugen, die nach ihrer Bauart und Ausstattung geeignet und dazu bestimmt sind, mehr als neun Personen B einschließlich des Fahrers B zu befördern;

3° «Linienverkehr»: die Dienste, die die öffentliche Personenbeförderung gewährleisten und die in einer bestimmten Häufigkeit und Beziehung durchgeführt werden, wobei diese Dienste Fahrgäste an Endhaltestellen und gegebenenfalls unterwegs an vorher festgelegten Haltestellen mitnehmen oder absetzen können;

4° «Sonderformen des Linienverkehrs»: die Dienste, die die öffentliche Beförderung bestimmter Kategorien von Personen mit Ausnahme anderer Fahrgäste gewährleisten, insofern diese Dienste unter denselben Bedingungen wie denjenigen des Linienverkehrs durchgeführt werden;

5° «Fahrzeug»: jedes Beförderungsmittel, das von der für Fahrzeugzulassungen zuständigen Behörde als Linienbus oder Reisebus zugelassen ist und das geeignet und dazu bestimmt ist, mehr als neun Personen B einschließlich des Fahrers B zu befördern;

6° «Beförderung für eigene Rechnung»: von der die Beförderung übernehmenden Person durchgeführte Beförderung zu nicht lukrativen und nicht kommerziellen Zwecken, unter der Bedingung:

— dass die Beförderungstätigkeit lediglich eine Nebentätigkeit für die die Beförderung übernehmende Person darstellt,

— dass die benutzten Fahrzeuge das Eigentum der die Beförderung übernehmenden Person sind, oder von dieser auf Abzahlung gekauft wurden, oder Gegenstand eines langfristigen Mietvertrags sind, und dass sie von einem Personalmitglied der die Beförderung übernehmenden Person oder von dieser Person selbst gefahren werden;

7° Minister»: der Minister des Transportwesens;

8° Verwaltung»: die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, zu deren Zuständigkeitsbereich die Personenbeförderung gehört.

Art. 2 - Zweck des vorliegenden Erlasses ist die Umsetzung der Richtlinie 96/26/EG des Rates der Europäischen Union vom 29. April 1996 über den Zugang zum Beruf des Güter- und Personenkraftverkehrsunternehmers im innerstaatlichen und grenzüberschreitenden Verkehr sowie über die gegenseitige Anerkennung der Diplome, Prüfungszeugnisse und sonstigen Befähigungsnachweise für die Beförderung von Gütern und die Beförderung von Personen im Straßenverkehr und über Maßnahmen zur Förderung der tatsächlichen Inanspruchnahme der Niederlassungsfreiheit der betreffenden Verkehrsunternehmer, abgeändert durch die Richtlinie 98/76/EG des Rates vom 1. Oktober 1998, durch die Richtlinie 2004/66/EG des Rates vom 26. April 2004 und durch die Richtlinie 2006/103/EG des Rates vom 20. November 2006.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Transportunternehmen, was den in Artikel 6, § 1, X, Absatz 1, 8° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnten öffentlichen Stadt- und Nahverkehr, einschließlich der Sonderformen des Linienverkehrs, betrifft.

Art. 4 - In Abweichung von Artikel 3 ist der vorliegende Erlass nicht anwendbar auf:

1° Bildungseinrichtungen, öffentliche Behörden, Elternvereinigungen, Freundeskreise und andere derartige Vereinigungen, die mit eigenen Fahrzeugen Schülerabholdienste und andere damit verbundene Schülertransporte auf lokaler Ebene durchführen;

2° diejenigen Personen, die Beförderungen für eigene Rechnung durchführen.

Art. 5 - Jedes unter den Anwendungsbereich des Artikels 3 fallende Unternehmen, das den Zugang zum Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers für den Linienverkehr und die Sonderformen des Linienverkehrs erlangen möchte, oder diesen Beruf bereits ausübt, muss die in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen bezüglich der Zuverlässigkeit, der fachlichen Eignung und der finanziellen Leistungsfähigkeit erfüllen; mangels dessen wird ihm die Beförderungszulassung verweigert.

KAPITEL II — Zuverlässigkeit

Abschnitt 1 — Grundsatz

Art. 6 - § 1. Ist das Unternehmen eine natürliche Person, müssen folgende Personen die Zuverlässigkeitsbedingung erfüllen:

1° diese natürliche Person;

2° die Personen, die eventuell von dieser Person bezeichnet sind, um die Beförderungstätigkeiten des Unternehmens zu leiten.

§ 2. Ist das Unternehmen keine natürliche Person, müssen folgende Personen die Zuverlässigkeitsbedingung erfüllen:

1° der Geschäftsführer oder geschäftsführende Verwalter oder Generaldirektor des Unternehmens;

2° die Person, die bevollmächtigt ist, um ihre Bescheinigung über die fachliche Eignung gemäß Artikel 9, § 2 geltend zu machen.

Wenn eine juristische Person mit der täglichen Geschäftsführung des Unternehmens beauftragt ist, ist die Zuverlässigkeitsbedingung ebenfalls anwendbar auf alle natürlichen Personen, die bestimmt worden sind, um diese juristische Person zu leiten.

Art. 7 - § 1. Das Unternehmen erfüllt die Bedingung der Zuverlässigkeit:

1° wenn gegen keine der in Artikel 6 erwähnten Personen, ob das Unternehmen eine natürliche Person ist oder nicht, in Belgien oder im Ausland eine rechtskräftig gewordene schwere strafrechtliche Verurteilung ergangen ist;

2° wenn gegen keine der in Artikel 6 erwähnten Personen, ob das Unternehmen eine natürliche Person ist oder nicht, in Belgien oder im Ausland eine rechtskräftig gewordene schwere strafrechtliche Verurteilung ergangen ist wegen Verstößen gegen die Vorschriften:

a) in Bezug auf die Sicherheit der Fahrzeuge und in Bezug auf die Gewichte und Abmessungen dieser Fahrzeuge;

b) in Bezug auf den Schutz der Umwelt vor verschiedene Verschmutzungen, die auf die Ausübung des Berufs des Personenkraftverkehrsunternehmers zurückzuführen sind;

c) der Straßenverkehrsordnung;

d) in Bezug auf die Lenk- und Ruhezeiten der Fahrzeugführer und die Benutzung des Fahrschreibers;

e) in Bezug auf den gewerblichen Personenkraftverkehr;

f) in Bezug auf die im Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers geltenden Entlohnungs- und Arbeitsbedingungen;

g) in Bezug auf die Haftpflichtversicherung in Sachen Motorfahrzeuge;

h) in Bezug auf die Akzisensteuer auf Mineralöle;

3° wenn der natürlichen Person oder, falls das Unternehmen keine natürliche Person ist, den in Artikel 6, § 2 erwähnten Personen aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 22 vom 24. Oktober 1934 über das für bestimmte Verurteilte und für Konkurschuldner geltende gerichtliche Verbot, bestimmte Ämter, Berufe oder Tätigkeiten auszuüben, nicht verboten worden ist, eine kommerzielle Tätigkeit auszuüben.

§ 2. Zur Anwendung der in § 1, 1° erwähnten Bestimmungen wird als schwere strafrechtliche Verurteilung jede strafrechtliche Verurteilung angesehen, die zu einer Geldbuße von mehr als 4.000 Euro oder zu einer Hauptgefängnisstrafe von mehr als sechs Monaten geführt hat.

§ 3. Zur Anwendung der in § 1, 2° erwähnten Bestimmungen werden als schwere strafrechtliche Verurteilungen wegen Verstößen gegen die vorerwähnten Vorschriften die strafrechtlichen Verurteilungen angesehen, die global zu einer gesamten Geldbuße von mehr als 2.000 Euro oder zu einer gesamten Hauptgefängnisstrafe von mehr als vier Monaten geführt haben.

§ 4. Für die Anwendung der §§ 1 bis 3 gelten außerdem folgende Bestimmungen:

1° Es werden nicht berücksichtigt:

a) die Verurteilungen zu einer Geldbuße von höchstens 75 Euro oder zu einer Hauptgefängnisstrafe von höchstens fünfzehn Tagen;

b) die Strafen oder Teile von Strafen mit Aufschub, wenn die Geldbuße unter 1.000 Euro oder die Hauptgefängnisstrafe unter drei Monaten liegt;

2° für strafrechtliche Geldbußen werden die Zuschlagzehntel außer Acht gelassen; bei Verurteilungen wegen Verstößen, auf die die Rechtsvorschriften über die Zuschlagzehntel auf strafrechtliche Geldbußen nicht anwendbar sind, ist der zu berücksichtigende Betrag der Quotient aus der Teilung des Betrags der auferlegten Geldbuße durch 60.

Abschnitt 2 — Nachweis

Art. 8 - § 1. Die vom Minister bezeichneten Beamten müssen von den natürlichen und den juristischen Personen einen Strafregisterauszug, Muster 1, betreffend ihre Verwalter, Geschäftsführer, Direktoren oder Bevollmächtigten verlangen, es sei denn, sie haben Zugang zum Zentralstrafregister.

Wenn das Herkunftsland des Betroffenen oder die Länder, in denen er wohnhaft war, das in Absatz 1 erwähnte Dokument nicht ausstellen, kann die Zuverlässigkeit mit einem gleichwertigen Dokument nachgewiesen werden, das von den zuständigen Gerichts- oder Verwaltungsinstanzen des Herkunftslands des Betroffenen und gegebenenfalls der Länder, in denen er wohnhaft war, ausgestellt worden ist.

§ 2. In Ermangelung der in § 1 erwähnten Dokumente oder wenn diese keine Angaben oder unzureichende Angaben enthalten, um auszumachen, ob die Zuverlässigkeitsbedingung erfüllt ist, werden diese Dokumente durch eine von einer Verwaltungs- oder Gerichtsbehörde ausgestellte Bescheinigung ersetzt oder ergänzt, die sich auf die Aspekte der Zuverlässigkeitsbedingung bezieht, über die die in § 1 erwähnten Unterlagen keine Auskunft geben.

§ 3. In Ermangelung der oben erwähnten Dokumente oder falls diese immer noch unzureichende Angaben enthalten, um auszumachen, ob alle Aspekte der Zuverlässigkeitsbedingung erfüllt sind, müssen sie durch eine von einer zuständigen Verwaltungs- oder Gerichtsbehörde ausgestellte Bescheinigung oder, in Ermangelung dessen, durch eine Bescheinigung eines Notars des Herkunftslands des Betroffenen und gegebenenfalls der Länder, in denen er wohnhaft gewesen ist, und in der bescheinigt wird, dass er feierlich und unter Eid erklärt hat, dass gegen ihn weder eine Verurteilung, noch ein Verbot wie in Artikel 7 erwähnt vorliegt, ergänzt oder ersetzt werden.

§ 4. Die in den §§ 1, 2 und 3 erwähnten Dokumente müssen weniger als drei Monate vor ihrer Vorlegung ausgestellt worden sein.

§ 5. Die vom Minister bezeichneten Beamten müssen alle fünf Jahre von den natürlichen und den juristischen Personen einen Strafregisterauszug, Muster 1, oder ein gleichwertiges Dokument betreffend ihre Verwalter, Geschäftsführer, Direktoren oder Bevollmächtigten verlangen, es sei denn, sie haben Zugang zum Zentralstrafregister. Das Unternehmen verfügt über eine Frist von drei Monaten, um den geforderten Nachweis zu erbringen.

KAPITEL III — *Fachliche Eignung*

Abschnitt 1 — Grundsatz

Art. 9 - § 1. Ist das Unternehmen eine natürliche Person, muss entweder diese natürliche Person oder eine andere von ihr bezeichnete Person, die die Beförderungstätigkeit des Unternehmens tatsächlich und dauerhaft leitet, die Bedingung der fachlichen Eignung erfüllen, indem sie Inhaber einer der in Artikel 11 erwähnten Bescheinigungen oder des Nachweises der fachlichen Eignung ist.

§ 2. Ist das Unternehmen keine natürliche Person, muss eine der natürlichen Personen, die die Beförderungstätigkeit des Unternehmens tatsächlich und dauerhaft leiten, die Bedingung der fachlichen Eignung erfüllen, indem sie Inhaber einer der in Artikel 11 erwähnten Bescheinigungen oder des Nachweises der fachlichen Eignung ist.

Art. 10 - § 1. Um als Person, die die Beförderungstätigkeit eines Unternehmens tatsächlich und dauerhaft leitet, angesehen zu werden, muss der Betreffende, der eine Bescheinigung oder einen Nachweis über die fachliche Eignung im Unternehmen geltend macht:

1° entweder selbst den Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers als natürliche Person ausüben;

2° oder das Amt des Geschäftsführers oder des geschäftsführenden Verwalters bekleiden und ausüben;

3° oder nachweisen, dass er mit dem Unternehmen einen Arbeitsvertrag abgeschlossen hat, durch den unter anderem festgestellt werden kann, dass er eine wie in § 2, 2° und 3° erwähnte leitende Tätigkeit ausführt.

§ 2. Derjenige, der seine in Artikel 11 erwähnte Bescheinigung oder den Nachweis der fachlichen Eignung im Unternehmen geltend macht und den in § 1 erwähnten Bestimmungen nicht entspricht, muss beweisen können:

1° dass er die Vollmacht über das Bankkonto des Unternehmens hat und von dieser Vollmacht Gebrauch macht;

2° dass er regelmäßig mit folgenden Tätigkeiten befasst ist:

a) Ankauf von Fahrzeugen;

b) Abschluss der Verträge mit den Kunden und den Subunternehmern;

c) Abschluss der Versicherungsverträge;

d) Unterzeichnung der täglichen Korrespondenz;

3° dass er regelmäßig mit mindestens zwei der folgenden Tätigkeiten befasst ist:

a) Berechnung des Selbstkostenpreises und Erstellung der Preisangebote;

b) Fakturierung;

c) Abschluss der Verträge in Sachen Ankauf und Verkauf;

d) Personalverwaltung.

Abschnitt 2 — Nachweis

Art. 11 - § 1. Nachgewiesen wird die fachliche Eignung:

1° entweder mit einer Bescheinigung über die fachliche Eignung für Personenkraftverkehr, ausgestellt gemäß den Bestimmungen des Artikels 13;

2° oder mit einer Bescheinigung über die fachliche Eignung, ausgestellt durch die föderale Behörde oder durch eine regionale Körperschaft in Anwendung der Richtlinie 96/26/EG des Rates der Europäischen Union vom 29. April 1996 über den Zugang zum Beruf des Güter- und Personenkraftverkehrsunternehmers im innerstaatlichen und grenzüberschreitenden Verkehr sowie über die gegenseitige Anerkennung der Diplome, Prüfungszeugnisse und

sonstigen Befähigungsnachweise für die Beförderung von Gütern und die Beförderung von Personen im Straßenverkehr und über Maßnahmen zur Förderung der tatsächlichen Inanspruchnahme der Niederlassungsfreiheit der betreffenden Verkehrsunternehmer;

3° oder mit einer Bescheinigung der fachlichen Eignung für innerstaatlichen Personenkraftverkehr, ausgestellt in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 5. September 1978 zur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf des Transportunternehmers im innerbelgischen und grenzüberschreitenden Personenverkehr;

4° oder mit einer Bescheinigung über die fachliche Eignung für grenzüberschreitenden Personenkraftverkehr, ausgestellt in Anwendung des in Punkt 3° des vorliegenden Artikels erwähnten Königlichen Erlasses vom 5. September 1978;

5° oder mit einem Nachweis über die fachliche Eignung, der von der zu diesem Zweck von einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder des Europäischen Wirtschaftsraums bestimmten Behörde oder Instanz ausgestellt worden ist, und aus dem hervorgeht:

a) dass der Betreffende die geforderten Fähigkeiten in den Sachgebieten besitzt, die in der in der Anlage 2 vorhandenen Liste angegeben werden;

b) dass die im Rahmen einer Prüfung festgestellte Fachkenntnis den Betreffenden ermächtigt, seine fachliche Eignung entweder in einem ausschließlich innerstaatlich tätigen Transportunternehmen oder in einem grenzüberschreitenden Unternehmen geltend zu machen.

§ 2. Wenn der in § 1, 5° erwähnte Nachweis über die fachliche Eignung auf der Grundlage einer praktischen Erfahrung von mindestens fünf Jahren auf Direktionsebene in einem Transportunternehmen ausgestellt worden ist, ist dieser Nachweis nur zulässig, wenn die betreffende Erfahrung in einem Transportunternehmen erworben wurde, das in dem Staat ansässig ist, der den Nachweis ausgestellt hat.

§ 3. Die Bescheinigungen oder Nachweise sind der Verwaltung vorzulegen.

Art. 12 - Das Muster der in Artikel 11, § 1, 1° erwähnten Bescheinigung über die fachliche Eignung wird in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Abschnitt 3 — Ausstellung der Bescheinigung über die fachliche Eignung

Art. 13 - Die in Artikel 11, § 1, 1° erwähnte Bescheinigung über die fachliche Eignung wird vom Minister oder von seinem Beauftragten jeder natürlichen Person ausgestellt, die die Prüfung bestanden hat, die gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses von einem Prüfungsausschuss veranstaltet wird.

Die Inhaber bestimmter Diplome des Hochschul- oder Fachschulunterrichts, die eine gründliche Kenntnis der in der in der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses vorhandenen Liste angeführten Sachgebiete gewährleisten, und die der Minister eigens zu diesem Zweck bestimmen kann, werden von der Prüfung in den von diesen Diplomen abgedeckten Sachgebieten freigestellt.

Art. 14 - Die Liste der Sachgebiete, die den Inhalt der in Artikel 13 erwähnten Prüfung bilden, wird in der Anlage 2 festgelegt.

Art. 15 - § 1. Die in Artikel 13 erwähnte Prüfung besteht aus:

1° zwei schriftlichen Prüfungen, die sich auf einen Teil der in Artikel 14 erwähnten Sachgebiete beziehen;

2° einer mündlichen Prüfung, die sich auf bestimmte Sachgebiete bezieht, die unter denjenigen, die nicht Gegenstand der schriftlichen Prüfung waren, ausgelost werden.

§ 2. Die erste schriftliche Prüfung besteht aus Fragen, die sich auf die Theorie beziehen und die entweder Multiple-choice-Fragen oder offene Fragen oder eine Kombination der beiden Systeme umfassen. Die zweite schriftliche Prüfung besteht aus Übungen in Bezug auf Fallstudien. Die Mindestdauer jeder dieser beiden schriftlichen Prüfungsteile beträgt zwei Stunden.

§ 3. Die Teilnahme an der mündlichen Prüfung ist vom erfolgreichen Abschluss der schriftlichen Prüfungen abhängig.

§ 4. Für jeden der beiden schriftlichen Prüfungsteile, sowie für die mündliche Prüfung darf die Gewichtung der Punkte weder unter 25% noch über 40% der zu vergebenden Gesamtpunktzahl liegen.

§ 5. Um die Prüfung zu bestehen, müssen die Bewerber einen Durchschnitt von mindestens 60% der Gesamtheit der zu vergebenden Punkte erhalten, ohne dass der Prozentsatz der in jedem einzelnen Prüfungsteil erhaltenen Punkte unter 50% der erreichbaren Punkte liegen darf. Für lediglich einen Prüfungsteil kann der Prüfungsausschuss jedoch den Prozentsatz von 50% auf 40% herabsetzen.

Abschnitt 4 — Zusammensetzung, Befugnisse und Arbeitsweise des Prüfungsausschusses

Art. 16 - § 1. Der in Artikel 13 erwähnte Prüfungsausschuss besteht aus einem Vorsitzenden und einem stellvertretenden Vorsitzenden, die von der Regierung bezeichnet werden, sowie aus mindestens vier Beisitzern, die aus Gründen ihrer besonderen Fachkundigkeit bezeichnet werden.

Der stellvertretende Vorsitzende ersetzt den Vorsitzenden, wenn dieser verhindert ist.

Der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und die Beisitzer werden für höchstens drei Jahre von der Regierung ernannt. Die Mandate können erneuert werden.

Ein Beamter der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege wird von dem Generaldirektor als Sekretär des Ausschusses bezeichnet. Der Sekretär hat beratende Stimme.

§ 2. Es dürfen nicht Mitglieder des Prüfungsausschusses sein:

1° die Personen, die den Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers ausüben, die Personen, die in einem Unternehmen angestellt sind, das diese Tätigkeit ausübt, und diejenigen, die dort ein Mandat ausüben;

2° die Personalmitglieder der Berufsorganisationen des in Punkt 1° erwähnten Sektors.

Art. 17 - § 1. Unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Artikels 15, § 2 legt der Vorsitzende des Ausschusses für jedes Sachgebiet oder jede Gruppe von Sachgebieten die Dauer der schriftlichen Prüfungen fest.

§ 2. Die Mitglieder des Ausschusses sind in ihrer Vollsitzung beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend ist.

Der Vorsitz der Sitzung wird von dem Vorsitzenden oder dem stellvertretenden Vorsitzenden des Prüfungsausschusses, oder wenn diese abwesend sind, von dem von den anwesenden Mitgliedern bezeichneten Beisitzer geführt.

Die Beschlüsse des Ausschusses werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst; bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 18 - § 1. Die Honorare für die vom Vorsitzenden, vom Sekretär und von den Mitgliedern des Prüfungsausschusses erbrachten Leistungen, sowie die Erstattung der durch die Ausführung ihres Auftrags entstandenen Kosten gehen zu Lasten der Einrichtung, die vom Minister zugelassen wird, um dem Prüfungsausschuss eine logistische Unterstützung zu gewährleisten.

Sie werden folgendermaßen festgelegt:

- 1° Korrektur der schriftlichen Prüfungen: 2 Euro pro Prüfungsheft;
- 2° Abfragen bei der mündlichen Prüfung: 33 Euro pro Stunde samstags, und 45 Euro pro Stunde, sonntags;
- 3° Teilnahme an der Beratung des Prüfungsausschusses: 20 Euro pro Stunde;
- 4° Honorar des Vorsitzenden des Prüfungsausschusses: 128 Euro pro Prüfungsperiode;
- 5° Honorar des Sekretärs des Prüfungsausschusses: 199 Euro pro Prüfungsperiode und 1,50 Euro pro Teilnehmer an den schriftlichen Prüfungen, mit einem Höchstbetrag von 767 Euro.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Beträge werden am 1. September eines jeden Jahres an die Entwicklung des Gesundheitsindex gemäß folgender Formel angepasst: Grundgebühr multipliziert mit dem neuen Index und geteilt durch den Anfangsindex.

Zu verstehen ist unter «neuer Index» der Gesundheitsindex des Monats, der der Anpassung der Entlohnung vorhergeht, und unter «Anfangsindex» der Gesundheitsindex des Monats September 2004.

Abschnitt 5 — Inhalt der Prüfung und Gewichtung der Punkte

Art. 19 - Die schriftlichen Prüfungen beziehen sich auf die in den Rubriken 3° und 5°, a) bis g) der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Sachgebiete. Die mündliche Prüfung bezieht sich auf vier Sachgebiete oder Gruppen von Sachgebieten, die unter denjenigen, die nicht Gegenstand der in Absatz 1 erwähnten schriftlichen Prüfungen waren, ausgelost werden.

Art. 20 - Die Gewichtung der Punkte zwischen den verschiedenen Teilen der Prüfung wird folgendermaßen festgelegt:

- 1° für den schriftlichen Prüfungsteil, der aus Fragen besteht, die sich auf die Theorie beziehen: 30% der gesamten zu vergebenden Punkte;
- 2° für den schriftlichen Prüfungsteil, der aus Übungen in Bezug auf Fallstudien besteht: 30% der gesamten zu vergebenden Punkte;
- 3° für den mündlichen Prüfungsteil: 40% der gesamten zu vergebenden Punkte.

Abschnitt 6 — Häufigkeit der Prüfungsperioden

Art. 21 - Die Prüfungsperioden finden je nach Bedarf und mindestens einmal im Jahr statt.

Abschnitt 7 — Modalitäten und Bedingungen für die Teilnahme an der Prüfung

Art. 22 - Die Prüfungsperioden werden mindestens einen Monat vor dem Datum im *Belgischen Staatsblatt* angekündigt.

Art. 23 - Innerhalb der in der Ankündigung der Prüfung festgelegten Frist richten die Bewerber einen Antrag auf Einschreibung an die in Artikel 18, § 1 erwähnte Einrichtung.

Der Antrag auf Einschreibung muss zwangsläufig auf einem von dem Sekretär des Prüfungsausschusses ausgestellten Formular erstellt werden.

Die Einschreibung zur Prüfung hängt von der Zahlung eines Betrags von 87 Euro ausschließlich der Mehrwertsteuer ab. Dieser Betrag ist an die in Artikel 18, § 1 erwähnte Einrichtung ab dem Erhalt der von dieser Einrichtung übermittelten Rechnung zu überweisen und ist nur im Falle höherer Gewalt in Höhe von 50 Euro rückzahlbar.

Die Prüfungen finden in Französisch oder Deutsch je nach der vom Bewerber in seinem Antrag angegebenen Sprache statt.

Der Bewerber, der die schriftlichen Prüfungen einer Prüfungsperiode bestanden hat und der sich nicht zur mündlichen Prüfung derselben Prüfungsperiode einfindet oder diese mündliche Prüfung nicht besteht, wird auf schriftlichen Antrag an den Sekretär des Prüfungsausschusses lediglich bei den beiden nachfolgenden Prüfungsperioden von den schriftlichen Prüfungen befreit.

Art. 24 - Nach Ablauf der für die Einreichung der Anträge auf Einschreibung vorgesehenen Frist verabschiedet der Sekretär des Prüfungsausschusses die Liste der Bewerber und fordert diese auf, sich zu den Prüfungen einzufinden.

Art. 25 - Nachdem der Vorsitzende des Prüfungsausschusses alle zweckmäßigen Stellungnahmen unter den Mitgliedern des Ausschusses eingeholt hat, verabschiedet er die Fragen, die den Gegenstand der schriftlichen Prüfungen bilden, und bestimmt unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Artikels 20 die jeweilige Wichtigkeit der sowohl schriftlichen, als auch mündlichen Sachgebiete oder Gruppen von Sachgebieten.

Art. 26 - Der Fragebogen wird vom Sekretär des Ausschusses so spät wie möglich vor den schriftlichen Prüfungen um die als notwendig erachtete Anzahl Exemplare vervielfältigt. Die Exemplare werden versiegelt und an einem sicheren Ort abgelegt.

Abschnitt 8 — Disziplinarordnung der Prüfungssitzungen

Art. 27 - Die Aufsicht der Prüfungssitzungen wird vom Vorsitzenden des Prüfungsausschusses oder von den von ihm zu diesem Zweck bezeichneten Personen durchgeführt.

Art. 28 - Für die schriftlichen Prüfungen sind folgende Regeln anwendbar:

- 1° die Bewerber, die sich zu den schriftlichen Prüfungen einfinden, müssen den Platz besetzen, der ihnen in der Vorladung zur Prüfung zugewiesen wird.

Jeder Bewerber erhält die Prüfungshefte, auf denen er die geforderten Identitätsdaten angibt, denen er seine Unterschrift anfügt.

Ein Aufseher stellt diese Angaben und die Unterschrift dem Personalausweis des Bewerbers gegenüber;

2° der Umschlag, der die Exemplare des Fragebogens enthält, wird vom Sekretär des Ausschusses oder von einem von ihm zu diesem Zweck bezeichneten Aufseher in Anwesenheit zweier Zeugen, die nicht zum Ausschuss gehören, geöffnet;

3° die Aufseher stellen die Aufrechterhaltung der Ordnung im Prüfungssaal sicher. Sie dürfen den Bewerbern keine Erläuterungen geben. Wenn um Auskünfte gebeten wird, setzen sie den Sekretär des Ausschusses oder dessen Stellvertreter davon in Kenntnis;

4° die Bewerber, die gegen die Ordnung verstoßen, die in der Prüfung täuschen oder zu täuschen versuchen, werden vom Vorsitzenden des Prüfungsausschusses oder von Personen, die er zu diesem Zweck bezeichnet hat, ausgeschlossen.

Sie dürfen unter Androhung des sofortigen Ausschlusses weder anderes Papier verwenden, als dasjenige, das ihnen geboten wird, noch miteinander oder mit der Außenwelt Verbindung haben, noch Notizen, Bücher oder elektronische Datenträger einsehen, mit Ausnahme der eventuell erlaubten Dokumentation.

Jeder, der Notizen, Bücher, EDV- oder Telekommunikationsmaterial bei sich trägt, ist verpflichtet, diese dem Sekretär des Ausschusses oder seinem Stellvertreter zu übergeben;

5° die Bewerber dürfen die Sitzung erst nach der in der Vorladung zur Prüfung angegebenen Uhrzeit verlassen.

Von da ab darf kein Bewerber mehr zugelassen werden, den Prüfungssaal zu betreten;

6° die Bewerber dürfen den Prüfungssaal nicht verlassen, bevor sie ihre Prüfungshefte dem Aufseher übergeben haben, der zu diesem Zweck bezeichnet wurde.

Die Vorladung zur Prüfung wird dann mit einem Stempel versehen.

7° Nach Abschluss der schriftlichen Prüfungen werden die Prüfungshefte der Bewerber von einem Aufseher oder vom Sekretär des Ausschusses in einen versiegelten Umschlag gesteckt und von dem Letzteren an einem sicheren Ort abgelegt.

Art. 29 - Für die mündliche Prüfung werden die Bewerber nach der Sprache der Prüfung gruppiert und in der vom Vorsitzenden des Ausschusses festgelegten Reihenfolge aufgerufen.

Abschnitt 9 — Vergabe der Bewertungsnoten

Art. 30 - § 1. Für jedes Sachgebiet oder jede Gruppe von Sachgebieten wird die Bewertungsnote durch eine Ganzzahl ausgedrückt, die zwischen 0 und 20 liegt.

§ 2. Was die schriftlichen Prüfungen betrifft, geben die Korrektoren auf den Prüfungsheften am Rande der Antworten die zugeteilte Note an, der sie ihre Paraphe anfügen.

§ 3. Was die mündliche Prüfung betrifft, wird den Examinatoren eine Bewerberliste übergeben. Neben dem Namen eines jeden Bewerbers geben sie die vergebene Note an und unterzeichnen die Liste.

§ 4. Die Noten werden dem Sekretär des Prüfungsausschusses übermittelt; dieser legt sie dem Vorsitzenden des Prüfungsausschusses zwecks Beratung dieses Ausschusses vor.

§ 5. Das Protokoll, in dem der Name der Bewerber und die erhaltenen Noten angegeben werden, wird vom Sekretär des Ausschusses aufgestellt und vom Vorsitzenden des Ausschusses unterzeichnet.

Abschnitt 10 — Mitteilung der Prüfungsergebnisse

Art. 31 - Die Bewerber werden vom Sekretär des Ausschusses über die Noten, die sie in jedem Sachgebiet oder in jeder Gruppe von Sachgebieten, über die sie abgefragt wurden, erhalten haben, sowie über den Prozentsatz der für die Gesamtheit dieser Sachgebiete erhaltenen Noten informiert.

Abschnitt 11 — Kontinuität der fachlichen Eignung

Art. 32 - Das Unternehmen muss alle fünf Jahre den Beweis erbringen, dass es die Voraussetzung der fachlichen Eignung noch immer erfüllt.

Außerdem muss das Unternehmen diesen Beweis jedesmal erbringen, wenn es vom Minister oder von seinem Beauftragten dazu aufgefordert wird.

Um den in Absatz 2 erwähnten Beweis zu erbringen, verfügt das Unternehmen über eine Frist von drei Monaten ab dem Versanddatum der Aufforderung durch den Minister oder seinen Beauftragten.

§ 2. Ein ungünstiger Beschluss wegen nicht-tatsächlicher oder nicht-dauerhafter Leitung der Beförderungstätigkeit des Unternehmens durch eine Person, die Inhaber der Bescheinigung oder des Nachweises über die fachliche Eignung ist, kann vom Minister revidiert werden.

Art. 33 - § 1. Wenn eine der Personen, die bestimmt worden sind, um die Beförderungstätigkeit des Unternehmens zu leiten, stirbt, körperlich oder gesetzlich unfähig wird, ihre Funktion auszuüben, oder das Unternehmen unter anderen Umständen verlässt, muss das Unternehmen den Minister oder seinen Beauftragten innerhalb eines Monats darüber informieren.

§ 2. Wenn eine der Personen, die bestimmt worden sind, um die Beförderungstätigkeit des Unternehmens zu leiten, stirbt oder körperlich oder gesetzlich unfähig wird, ihre Funktion auszuüben, verfügt das Unternehmen ab dem Ereignis über eine Frist von einem Jahr, um einen Stellvertreter zu bestimmen.

Dem Unternehmen kann die in Absatz 1 erwähnte Frist nicht gewährt werden, wenn das vorerwähnte Ereignis eintritt, bevor eine erste Beförderungszulassung auf den Namen dieses Unternehmens ausgestellt worden ist.

§ 3. Wenn eine der Personen, die bestimmt worden sind, um die Beförderungstätigkeit des Unternehmens zu leiten, das Unternehmen unter anderen als den in § 2, Absatz 1 erwähnten Umständen verlässt, legt der Minister oder sein Beauftragter eine Frist von höchstens sechs Monaten ab dem Datum des Ereignisses fest, um für die Anwerbung eines Stellvertreters zu sorgen.

Dem Unternehmen kann die in Absatz 1 erwähnte Frist nicht gewährt werden, wenn das vorerwähnte Ereignis eintritt, bevor eine erste Beförderungszulassung auf den Namen dieses Unternehmens ausgestellt worden ist.

KAPITEL IV — *Finanzielle Leistungsfähigkeit**Abschnitt 1 — Grundsatz*

Art. 34 - Ein Unternehmen erfüllt die Bedingung der finanziellen Leistungsfähigkeit, wenn es Folgendes nachweisen kann:

1° entweder die Anlegung eines Kapitals und von Rücklagen in einem Wert von mindestens 9.000 Euro für das erste Fahrzeug und von 5.000 Euro für jedes weitere Fahrzeug;

2° oder die Leistung einer Solidarbürgschaft in einem Wert von mindestens 9.000 Euro für das erste Fahrzeug und von 5.000 Euro für jedes weitere Fahrzeug.

Abschnitt 2 — Nachweis

Art. 35 - § 1. Um seine finanzielle Leistungsfähigkeit zu beweisen, muss das Unternehmen anhand von Jahresabrechnungen den Nachweis erbringen, dass es jährlich über Kapital und Rücklagen für den in Artikel 34, 1° festgelegten Betrag verfügt.

§ 2. Das Unternehmen kann seine finanzielle Leistungsfähigkeit ebenfalls durch eine Bürgschaftsbescheinigung beweisen, die von einer der nachstehenden Einrichtungen ausgestellt wird; aus diesem Dokument geht hervor, dass die betreffende Einrichtung für das Unternehmen als Solidarbürge für den in Artikel 34, 2° erwähnten Betrag aufgetreten ist:

1° ein Kreditinstitut belgischen Rechts, das gemäß dem Titel II des Gesetzes vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute zugelassen ist, oder eine Zweigniederlassung eines dem Recht eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union unterliegenden Kreditinstituts, die gemäß Artikel 65 des vorerwähnten Gesetzes vom 22. März 1993 registriert ist, oder ein nicht in Belgien ansässiges Kreditinstitut, das dem Recht eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union unterliegt und seine Tätigkeit gemäß Artikel 66 des vorerwähnten Gesetzes vom 22. März 1993 im Rahmen des freien Dienstleistungsverkehrs in Belgien ausübt;

2° ein Versicherungsunternehmen, das gemäß dem Gesetz vom 9. Juli 1975 über die Kontrolle der Versicherungsunternehmen zugelassen ist.

Art. 36 - Die Bürgschaftsbescheinigungen und die Kapital- und Rücklagenbescheinigungen sind bei jeder Aufforderung der Verwaltung vorzulegen.

Abschnitt 3 — Geltendmachung der Bürgschaft

Art. 37 - § 1. Die in Artikel 35, § 2 erwähnte Bürgschaft dient vollständig der Deckung der Verbindlichkeiten des Unternehmens, sofern sie während des in § 2 erwähnten Zeitraums fällig geworden sind und sofern sie sich aus der Beförderungstätigkeit des Unternehmens ergeben.

Die Bürgschaft erstreckt sich auf alle Nebenforderungen, die sich aus der Hauptverbindlichkeit und ihrer Rückforderung ergeben.

Jedoch wird die Bürgschaft nicht verwendet für die Deckung von Verbindlichkeiten, die sich aus Finanzierungs-, Miet- oder Mietfinanzierungsgeschäften ergeben.

§ 2. Die Bürgschaft kann nur in Anspruch genommen werden, sofern die Verbindlichkeiten während des Zeitraums von 365 Tagen vor dem Datum der Inanspruchnahme der Bürgschaft fällig geworden sind.

Wenn ein Gläubiger eine gerichtliche Klage gegen das Unternehmen einreicht und den Solidarbürgen davon in Kenntnis setzt, indem er ihm per Einschreiben eine Abschrift des verfahrenseinleitenden Akts zukommen lässt, ist der in Absatz 1 erwähnte Zeitraum von 365 Tagen derjenige, der dem Datum dieses Einschreibens vorangeht.

Wenn ein Gläubiger im Falle des Konkurses des Unternehmens eine Schuldforderung einreicht und den Solidarbürgen davon in Kenntnis setzt, indem er ihm per Einschreiben diese Schuldforderung zukommen lässt, ist der in Absatz 1 erwähnte Zeitraum von 365 Tagen derjenige, der dem Datum dieses Einschreibens vorangeht.

Die Bürgschaft kann jedoch niemals in Anspruch genommen werden für Verbindlichkeiten:

1° die bereits vor dem Datum fällig waren, an dem die in Artikel 35, § 2 erwähnte Bescheinigung erstellt worden ist;

2° die nach dem Konkurs des Unternehmens entstanden sind, es sei denn, das Handelsgericht hätte eine vorläufige Fortsetzung der Geschäftstätigkeit des Konkursschuldners erlaubt.

Art. 38 - § 1. Nur Inhaber der in Artikel 37 erwähnten Forderungen dürfen die Bürgschaft in Anspruch nehmen, indem sie per Einschreibebrief an den in Artikel 35, § 2 erwähnten Solidarbürgen Folgendes vorlegen:

1° entweder eine in Belgien zu Lasten des Unternehmens ergangene gerichtliche Entscheidung, auch wenn sie nicht vollstreckbar ist;

2° oder, im Falle des Konkurses des Unternehmens, den Beweis dafür, dass der Konkursverwalter oder das Handelsgericht die Forderung in die Schuldenmasse aufgenommen hat.

§ 2. Außer im Falle eines Konkurses werden die Inanspruchnahmen der Bürgschaft entsprechend dem Datum der Aufgabe des an den Solidarbürgen gerichteten Einschreibens behandelt, wobei das Datum des Poststempels als Beweis gilt.

Wenn mehrere Inanspruchnahmen am gleichen Tag bei der Post aufgegeben worden sind und der Betrag der Bürgschaft unzureichend ist, erfolgt eine proportionale Verteilung unter die betroffenen Gläubiger.

Der Solidarbürge, der eine Inanspruchnahme der Bürgschaft nicht bestreitet, muss den Gläubiger innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt dieser Inanspruchnahme bezahlen.

§ 3. Im Falle eines Konkurses erfolgt eine proportionale Verteilung unter die Gläubiger, die die Bürgschaft innerhalb einer Frist von einem Monat nach Aufnahme der Forderungen in die Schuldenmasse gemäß § 1, 2° in Anspruch genommen haben. Der Solidarbürge, der eine Inanspruchnahme der Bürgschaft nicht bestreitet, muss den Gläubiger innerhalb von sechzig Tagen nach Ablauf der in Absatz 1 erwähnten Frist bezahlen.

Art. 39 - Bei vollständiger oder teilweiser Inanspruchnahme der Bürgschaft ist das Unternehmen verpflichtet, den Minister oder seinen Beauftragten per Einschreiben davon in Kenntnis zu setzen. Das Unternehmen ist verpflichtet, die Bürgschaft innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum des Versands des Einschreibens wiederherzustellen oder zu vervollständigen.

Art. 40 - § 1. Falls keine vertraglichen Bestimmungen zwischen dem Solidarbürgen und dem Unternehmen bezüglich der Freigabe der Bürgschaft vorgesehen sind, ist der Solidarbürge nach einer Frist von neun Monaten ab dem Datum, an dem der Minister oder sein Beauftragter vom besagten Solidarbürgen das Schreiben über dessen Entscheidung, sich vollständig oder teilweise seiner Verpflichtungen zu entledigen, erhalten hat, von seinen Verpflichtungen gegenüber den eventuellen Gläubigern befreit.

Während der letzten sechs Monate der in Absatz 1 erwähnten Frist, kann die Bürgschaft jedoch nur noch in Anspruch genommen werden, sofern die Schuldforderung vor Beginn dieser letzten sechs Monate entstanden ist.

§ 2. Wenn ein Gläubiger vor Ablauf der in § 1 erwähnten Frist von neun Monaten eine gerichtliche Klage gegen das Unternehmen einreicht und den Solidarbürgen davon in Kenntnis setzt, indem er ihm per Einschreiben eine Abschrift des verfahrenseinleitenden Akts zukommen lässt, wird diese Frist zugunsten dieses Gläubigers ausgesetzt; diese Frist setzt erst wieder ein am Tag, an dem die endgültige gerichtliche Entscheidung bezüglich dieser Sache rechtskräftig geworden ist.

§ 3. Wenn ein Gläubiger im Falle eines Konkurses des Unternehmens vor Ablauf der in § 1 erwähnten Frist von neun Monaten eine Schuldforderung einreicht und den Solidarbürgen davon in Kenntnis setzt, indem er per Einschreiben eine Abschrift dieser Schuldforderung zukommen lässt, wird diese Frist zugunsten dieses Gläubigers ausgesetzt; diese Frist setzt erst am Tag der Annahme oder der Ablehnung der Schuldforderung wieder ein.

§ 4. In Abweichung von den §§ 1, 2 und 3 kann der Bürge, der sich seiner Verpflichtungen entledigt hat, nicht mehr in Anspruch genommen werden ab dem Datum, an dem der Minister oder sein Beauftragter gegebenenfalls eine Bescheinigung von einem anderen Solidarbürgen erhalten hat, der erklärt, die verbliebenen Verpflichtungen des vorigen Bürgen zu übernehmen.

KAPITEL V — Kontrolle

Art. 41 - Um Verstöße gegen den vorliegenden Erlass zu ermitteln und festzustellen, werden gemäß dem Gesetz vom 18. Februar 1969 über die Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im Straßen-, Eisenbahn- und Binnenschiffsverkehr die Bediensteten der Verwaltung bezeichnet, die mit einem gerichtspolizeilichen Auftrag betraut sind.

KAPITEL VI — Strafmaßnahmen

Art. 42 - § 1. Wenn ein Unternehmen, das Inhaber einer Beförderungszulassung ist, eine der durch den vorliegenden Erlass festgesetzten Bedingungen bezüglich der Zuverlässigkeit, der fachlichen Eignung und der finanziellen Leistungsfähigkeit nicht mehr erfüllt, lässt die Verwaltung ihm ein Mahnschreiben zukommen, in dem dem Unternehmen eine Frist von mindestens sechs Monaten gewährt wird, um seine Lage in Ordnung zu bringen.

§ 2. Wenn das Unternehmen seine Lage nicht innerhalb der in dem Mahnschreiben eingeräumten Frist in Ordnung bringt, kann seine Zulassung von der Verwaltung unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 33, §§ 2 und 3 für eine bestimmte Dauer ausgesetzt oder endgültig entzogen werden.

Vor jeder Maßnahme einer zeitweiligen Aussetzung oder eines endgültigen Entzugs wird das Unternehmen vorher von der Verwaltung zu einer Anhörung aufgefordert. Die Aufforderung enthält die ihm zur Last gelegten Beschwerdegründe und setzt es davon in Kenntnis, dass es die Verfahrensakte einsehen kann.

Der Beschluss der zeitweiligen Aussetzung oder des endgültigen Entzugs wird dem betroffenen Unternehmen innerhalb von zehn Tagen ab der Anhörung per Einschreiben bei der Post zugestellt.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Verwaltung vorbehaltlich neuer Elemente endgültig auf jede Aussetzung oder jeden Entzug, die bzw. der auf den der betroffenen Person zur Last gelegten Tatbestände beruht, verzichtet.

Der Beschluss der zeitweiligen Aussetzung oder des endgültigen Entzugs ist innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab seiner Zustellung wirksam.

In jedem Entzugsbeschluss wegen Nichterfüllung der Zuverlässigkeitsbedingung wird eine Frist von höchstens sechs Monaten festgelegt, um die Anwerbung eines Stellvertreters zu ermöglichen, vorausgesetzt, dass die Verurteilungen, die diesen Beschluss rechtfertigen, nicht zu Lasten der natürlichen Person ausgesprochen worden sind, die den Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers ausübt.

Art. 43 - Die von diesem ungünstigen Beschluss betroffenen Unternehmen verfügen über einen Einspruch, der innerhalb von dreißig Tagen ab der Zustellung des Aussetzungs- oder Entzugsbeschlusses direkt beim Minister erhoben werden kann.

Der Minister fasst innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Einspruchs einen Beschluss.

KAPITEL VII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 44 - Die Unternehmen, die den Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers bereits ausüben, verfügen, was die Fahrzeuge betrifft, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses für die Betreuung ihrer Beförderungstätigkeit bestimmt waren, über eine Frist von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des Erlasses, um den Nachweis zu erbringen, dass sie die Bedingungen bezüglich der Zuverlässigkeit, der fachlichen Eignung und der finanziellen Leistungsfähigkeit erfüllen.

Art. 45 - Der vorliegende Erlass tritt in dem Monat nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 46 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

ANLAGE 1a – Muster der Bescheinigung über die fachliche Eignung für den innerstaatlichen Personenkraftverkehr

EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT

KÖNIGREICH BELGIEN

B

ÖFFENTLICHER DIENST DER
WALLONIE MOBILITÄT UND
WASSERWEGE

Direktion der Personenbeförderung

BESCHEINIGUNG ÜBER DIE FACHLICHE EIGNUNG FÜR DEN INNERSTAATLICHEN PERSONENKRAFTVERKEHR

Nr.

Der Unterzeichnete, Generaldirektor der operativen Generaldirektion „Mobilität und Wasserwege“, vom Minister des Transportwesens beauftragter Beamter, bescheinigt:

- a) dass.....in.....die Teilprüfungen der Prüfung (Jahr:; Prüfungsperiode:, die für den Erhalt der Bescheinigung über die fachliche Eignung für den innerstaatlichen Personenkraftverkehr gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vomzur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers für den Linienverkehr und die Sonderformen des Linienverkehrs organisiert wurde, mit Erfolg abgelegt hat;
- b) dass die in Punkt a) erwähnte Person befugt ist, ihre fachliche Eignung in einem Personenkraftverkehrsunternehmen, das nur innerstaatliche Beförderungen ausführt, gelten zu lassen.

Die vorliegende Bescheinigung dient als ausreichender Beweis für die in Artikel 10, Paragraph 1 der Richtlinie 96/26/EG des Rates der Europäischen Union vom 29. April 1996 über den Zugang zum Beruf des Güter- und Personenkraftverkehrsunternehmers im innerstaatlichen und grenzüberschreitenden Verkehr sowie über die gegenseitige Anerkennung der Diplome, Prüfungszeugnisse und sonstigen Befähigungsnachweise für die Beförderung von Gütern und die Beförderung von Personen im Straßenverkehr und über Maßnahmen zur Förderung der tatsächlichen Inanspruchnahme der Niederlassungsfreiheit der betreffenden Verkehrsunternehmen erwähnte fachliche Eignung.

Stempel der Generaldirektion Mobilität und Wasserwege Für den Minister: Der Generaldirektor Für den Vorsitzenden des Prüfungsausschusses:
Ausgestellt in Namur (Belgien), am

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 zur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers für den Linienverkehr und die Sonderformen des Linienverkehrs als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

ANLAGE 1a – Muster der Bescheinigung über die fachliche Eignung für den innerstaatlichen und grenzüberschreitenden

EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT

KÖNIGREICH BELGIEN
B

ÖFFENTLICHER DIENST DER
WALLONIE MOBILITÄT UND
WASSERWEGE
Direktion der Personenbeförderung

BESCHEINIGUNG ÜBER DIE FACHLICHE EIGNUNG FÜR DEN INNERSTAATLICHEN UND GRENZÜBERSCHREITENDEN
PERSONENKRAFTVERKEHR

Nr.

Der Unterzeichnete, Generaldirektor der operativen Generaldirektion „Mobilität und Wasserwege“, vom Minister des Transportwesens beauftragter Beamter, bescheinigt:

- a) dass.....die Teilprüfungen der Prüfung (Jahr:, Prüfungsperiode:, die geboren am.....in.....für den Erhalt der Bescheinigung über die fachliche Eignung für den innerstaatlichen und grenzüberschreitenden Personenkraftverkehr gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vomzur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf des Personenkraftverkehrsnehmers für den Linienverkehr und die Sonderformen des Linienverkehrs organisiert wurde, mit Erfolg abgelegt hat;
- b) dass die in Punkt a) erwähnte Person befähigt ist, ihre fachliche Eignung in einem Personenkraftverkehrsunternehmen, das grenzüberschreitende Beförderungen ausführt, gelten zu lassen.

Die vorliegende Bescheinigung dient als ausreichender Beweis für die in Artikel 10, Paragraph 1 der Richtlinie 96/26/EG des Rates der Europäischen Union vom 29. April 1996 über den Zugang zum Beruf des Güter- und Personenkraftverkehrsnehmers im innerstaatlichen und grenzüberschreitenden Verkehr sowie über die gegenseitige Anerkennung der Diplome, Prüfungszeugnisse und sonstigen Befähigungsnachweise für die Beförderung von Gütern und die Beförderung von Personen im Straßenverkehr und über Maßnahmen zur Förderung der tatsächlichen Inanspruchnahme der Niederlassungsfreiheit der betreffenden Verkehrsmittelermittler erwählte fachliche Eignung.

Stempel der Generaldirektion Mobilität und Wasserwege Für den Minister: Der Generaldirektor Für den Vorsitzenden des Prüfungsausschusses:
Ausgestellt in Namur (Belgien), am
Der Sekretär,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 zur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf des Personenkraftverkehrsnehmers für den Linienverkehr und die Sonderformen des Linienverkehrs als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens
und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage 2

Liste der Sachgebiete, die Gegenstand der Kurse und Prüfungen zur Erlangung der Bescheinigung über die fachliche Eignung sind

1° Zivilrecht:

- a) Verträge im Allgemeinen;
- b) die wichtigsten Verträge, die im Kraftverkehrsgewerbe üblich sind, und insbesondere die sich daraus ergebenden Rechte und Pflichten;
- c) Aushandeln eines rechtsgültigen Beförderungsvertrags, insbesondere was die Beförderungsbedingungen betrifft;
- d) Analyse einer Beschwerde des Auftraggebers über Schäden, die den Reisenden zugefügt wurden oder an ihrem Gepäck entstanden sind infolge eines Unfalls während der Beförderung, oder über verspätungsbedingte Schäden und Bestimmung der Auswirkungen dieser Beschwerde auf die vertragliche Haftung.

2° Handelsrecht:

- a) Bedingungen und Formalitäten für die Ausübung des Gewerbes, allgemeine Verpflichtungen der Kaufleute (Eintragung, Geschäftsbücher, usw.) und Konkursfolgen;
- b) Rechtsformen von Handelsgesellschaften und Vorschriften über ihre Gründung und Arbeitsweise.

3° Sozialrecht:

- a) Rolle und Arbeitsweise der Sozialeinrichtungen, die im Kraftverkehrssektor tätig sind (Gewerkschaften, Betriebsausschüsse, Personalvertreter, Arbeitsinspektoren, usw.);
- b) Verpflichtungen der Arbeitgeber im Bereich der sozialen Sicherheit;
- c) Arbeitsverträge der einzelnen Arbeitnehmergruppen von Kraftverkehrsunternehmen (Form der Verträge, Verpflichtungen der Vertragsparteien, Arbeitsbedingungen und Arbeitsdauer, bezahlter Urlaub, Entlohnung, Beendigung des Arbeitsvertrags, usw.);
- d) Vorschriften in Bezug auf Lenk- und Ruhezeiten der Fahrer und in Bezug auf den Fahrtschreiber, sowie praktische Maßnahmen zur Durchführung dieser Vorschriften.

4° Steuerrecht:

- a) Mehrwertsteuer auf Verkehrsleistungen;
- b) Kraftfahrzeugsteuer;
- c) Steuern auf bestimmte Fahrzeuge, die im Personenkraftverkehr verwendet werden, sowie Maut- und Benutzungsgebühren für bestimmte Verkehrswege;
- d) Einkommensteuer.

Kaufmännische und finanzielle Führung des Unternehmens:

- a) Rechtliche und praktische Bestimmungen für die Verwendung von Schecks, Wechseln, Eigenwechseln, Kreditkarten und anderen Zahlungsmitteln und -verfahren;
- b) Kreditformen (Bankkredite, Dokumentenkredite, Kautionen, Hypotheken, Leasing, Miete, Factoring, usw.) sowie die damit verbundenen Kosten und Verpflichtungen;
- c) Bilanz (Definition, Präsentation und Interpretation);
- d) Lesen und Interpretieren einer Ergebnisrechnung;
- e) Analyse der Finanz- und Rentabilitätslage des Unternehmens, insbesondere auf der Grundlage von Finanzkennzahlen;
- f) Ausarbeitung eines Budgets;
- g) Bestandteile des Selbstkostenpreises (fixe Kosten, variable Kosten, Betriebskosten, Abschreibungen, usw.) und seine Berechnung pro Fahrzeug, Kilometer oder Fahrt;
- h) Erstellung eines Organigramms für das gesamte Personal des Unternehmens und Aufstellung von Arbeitsplänen, usw.;
- i) Grundsätze der Marktforschung («Marketing»), der Förderung des Verkaufs von Verkehrsleistungen, der Erstellung von Kundenkarteien, der Werbung, der Öffentlichkeitsarbeit, usw.;
- j) im Kraftverkehr übliche Versicherungen (Haftpflichtversicherung, Personen-, Sach- und Gepäckversicherung) mit ihrem Versicherungsschutz und ihren Verpflichtungen;
- k) Telematikanwendungen im Straßenverkehr;
- l) Anwendung der Regeln in Bezug auf Tarife und Preisbildung im öffentlichen und privaten Personenkraftverkehr;
- m) Anwendung der Regeln für die Fakturierung von Personenkraftverkehrsleistungen.

6° Zugang zum Beruf und zum Markt:

- a) Regelungen in Bezug auf den Personenkraftverkehr für Rechnung Dritter, Mieten von Nutzfahrzeugen, Vergabe von Aufträgen an Subunternehmer, insbesondere Vorschriften für die Ordnung des Gewerbes, den Zugang zum Beruf, die Lizenzen für den innerstaatlichen, innergemeinschaftlichen und außergemeinschaftlichen Verkehr, die Kontrolle und die Sanktionen;
- b) Regelungen für die Gründung eines Straßenverkehrsunternehmens;
- c) für die Erbringung von Kraftverkehrsleistungen erforderliche Dokumente und Schaffung von Kontrollverfahren, um sicherzustellen, dass zu jeder Beförderung die erforderlichen Dokumente insbesondere über das Fahrzeug und den Fahrer im Unternehmen aufbewahrt und im Fahrzeug mitgeführt werden;
- d) Ordnung der Personenkraftverkehrsmärkte;
- e) Schaffung von Beförderungsdiensten und Erstellung von Beförderungsplänen.

7° Technische Normen und technischer Betrieb:

- a) Gewichte und Abmessungen der Fahrzeuge in den Mitgliedstaaten der Europäischen Union und Verfahren für die von diesen allgemeinen Regeln abweichenden außergewöhnlichen Transporte;
- b) Wahl der Fahrzeuge und ihrer Einzelteile (Fahrgestell, Motor, Getriebe, Bremsanlagen usw.) je nach Bedarf des Unternehmens;
- c) Formalitäten in Bezug auf die Betriebserlaubnis für diese Fahrzeuge, sowie in Bezug auf die Zulassung und

technische controle dieser Fahrzeuge;

d) Maßnahmen gegen Luftverschmutzung durch Kraftfahrzeugabgase und gegen Lärmbelästigung;

e) Aufstellung von Plänen für die regelmäßige Wartung der Fahrzeuge und ihrer Ausrüstung;

8° Verkehrssicherheit:

a) erforderliche Qualifikationen des Fahrpersonals (Führerschein, ärztliches Attest, Berufsbefähigungsnachweis, usw.);

b) Maßnahmen, um sicherzustellen, dass die Fahrer die in den Mitgliedstaaten der Europäischen Union geltenden Verkehrsregeln, -verbote und -beschränkungen einhalten (Geschwindigkeitsbeschränkungen, Vorfahrtsregeln, Regeln über Halten und Parken, Gebrauch der Scheinwerfer und Lichter, Verkehrszeichen, Verhalten gegenüber den schwächeren Verkehrsteilnehmern, usw.);

c) Ausarbeitung von Anweisungen für die Fahrer in Bezug auf ein vorausschauendes Fahrverhalten und auf die Überprüfung der Sicherheitsnormen, was den Zustand der Fahrzeuge, ihre Ausrüstung und die Fahrgäste betrifft;

d) Aufstellung von Regeln für das Verhalten bei Unfällen und Anwendung geeigneter Maßnahmen, um die Wiederholung von Unfällen oder schweren Verstößen zu vermeiden;

e) Struktur des Wegenetzes in den Mitgliedstaaten der Europäischen Union (Grundkenntnisse).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 zur Festlegung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf des Personenkraftverkehrsunternehmers für den Linienverkehr und die Sonderformen des Linienverkehrs als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2500

[C — 2009/27129]

30 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg voor geregelde vervoerdiensten en gespecialiseerde geregelde vervoerdiensten

De Regering van het Waalse Gewest,

Gelet op de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, en meer bepaald artikel 13, § 3, eerste lid, 1^o, gewijzigd bij de wet van 29 juni 1984, en artikel 19 gewijzigd bij de wetten van 20 december 1957 en 29 juni 1984;

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg, en meer bepaald artikel 1, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 februari 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 februari 2009;

Gelet op het advies nr. 46.234/4 van de Raad van State, gegeven op 14 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o « onderneming » : elke natuurlijk persoon, elke rechtspersoon met of zonder winstoogmerk, elke vereniging van personen zonder rechtspersoonlijkheid en met of zonder winstoogmerk, alsmede elke onder de overheid ressorterende instelling, ongeacht of ze een eigen rechtspersoonlijkheid bezit of afhankelijk is van een autoriteit met rechtspersoonlijkheid;

2^o « beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg » : activiteit van elke onderneming die, met motorvoertuigen die door hun bouwtype en uitrusting geschikt zijn om met inbegrip van de bestuurder, meer dan negen personen te vervoeren en daartoe ook bestemd zijn, voor het publiek of voor sommige categorieën gebruikers toegankelijk personenvervoer verricht tegen betaling door de vervoerde persoon of door degene die het vervoer organiseert;

3^o « geregelde diensten » : diensten die voor het gemeenschappelijk personenvervoer zorgen volgens een bepaalde frequentie en langs vastgestelde routes, waarbij reizigers aan de eindpunten of eventueel onderweg, op vooraf gekende stopplaatsen kunnen in- en uitstappen;

4^o « gespecialiseerde geregelde diensten » : diensten die voor het gemeenschappelijk vervoer van bepaalde categorieën personen zorgen met uitsluiting van andere reizigers, voor zover deze diensten onder dezelfde omstandigheden worden verricht als die van de geregelde diensten;

5^o « voertuig » : ieder, bij de administratie bevoegd voor de inschrijving van de voertuigen, als autobus of autocar ingeschreven vervoermiddel dat geschikt en bestemd is om met inbegrip van de bestuurder, meer dan negen personen te vervoeren;

6^o « vervoer voor eigen rekening » : vervoer dat voor niet-lucratieve en niet-commerciële doeleinden door degene die het verricht, wordt gedaan, op voorwaarde dat :

— de vervoersactiviteit voor degene die het verricht slechts een bijkomende activiteit vormt;

— de gebruikte voertuigen eigendom zijn van degene die het vervoer verricht, of door hem op afbetaling zijn aangekocht, of waarvoor een leasingovereenkomst op lange termijn is afgesloten en mits zij door een personeelslid van degene die het vervoer verricht of door hemzelf worden bestuurd.

7° « Minister » : de Minister van Vervoer;

8° « Administratie » : de Directie van de Waalse Overheidsdienst bevoegd voor personenvervoer.

Art. 2. Dit besluit beoogt de omzetting van Richtlijn 96/26/EG van de Raad van de Europese Unie van 29 april 1996 inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van goederen-, respectievelijk personenvervoer over de weg, nationaal en internationaal, en inzake de wederzijdse erkenning van diploma's, certificaten en andere titels ter vergemakkelijking van de uitoefening van het recht van vrije vestiging van bedoelde vervoerondernemers, gewijzigd bij Richtlijn 98/76/EG van de Raad van 1 oktober 1998, bij Richtlijn 2004/66/EG van de Raad van 26 april 2004 en bij Richtlijn 2006/103/EG van de Raad van 20 november 2006.

Art. 3. Dit besluit is van toepassing op de vervoerondernemingen wat betreft het gemeenschappelijk stads- en streekvervoer, met inbegrip van de gespecialiseerde geregelde diensten, bedoeld bij artikel 6, § 1, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 4. In afwijking van artikel 3 is dit artikel niet van toepassing op :

1° op de onderwijsinstellingen, de openbare besturen, de oudervereniging, de vriendenkringen en andere gelijkaardige verenigingen die, door middel van hun eigen voertuigen, ophaalvervoer van leerlingen, alsmede, ander leerlingenvervoer van lokale aard dat eraan verbonden is;

2° op diegenen die vervoer voor eigen rekening verrichten.

Art. 5. Elke onder artikel 3 vallende onderneming die het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg voor geregelde vervoerdiensten en gespecialiseerde geregelde vervoerdiensten wenst uit te oefenen, of die dat beroep reeds uitoefent, moet voldoen aan de bij dit besluit gestelde voorwaarden inzake betrouwbaarheid, vakbekwaamheid en financiële draagkracht, zoniet wordt de vervoervergunning haar geweigerd.

HOOFDSTUK II. — *Betrouwbaarheid*

Afdeling 1. — Beginsel

Art. 6. § 1. Wanneer de onderneming een natuurlijk persoon is, moeten de volgende personen voldoen aan de voorwaarde inzake betrouwbaarheid :

1° deze natuurlijk persoon;

2° de door haar aangewezen personen om de vervoeractiviteiten van de onderneming te leiden.

§ 2. Wanneer de onderneming geen natuurlijk persoon is, moeten de volgende personen voldoen aan de voorwaarde inzake betrouwbaarheid :

1° de beheerder of de afgevaardigd bestuurder of de directeur-generaal van de onderneming;

2° de persoon die gemachtigd is om haar getuigschrift van vakbekwaamheid te doen gelden overeenkomstig artikel 9, § 2.

Wanneer een rechtspersoon belast is met het dagelijks bestuur van de onderneming, is de voorwaarde inzake betrouwbaarheid eveneens van toepassing op alle natuurlijke personen die zijn aangewezen om deze rechtspersoon te leiden.

Art. 7. § 1. De onderneming voldoet aan de voorwaarde inzake betrouwbaarheid wanneer :

1° geen van de in artikel 6 bedoelde personen, naargelang de onderneming al dan niet een natuurlijk persoon is, een in kracht van gewijsde gegane ernstige strafrechtelijke veroordeling, in België of in het buitenland, heeft opgelopen;

2° geen van de in artikel 6 bedoelde personen, naargelang de onderneming al dan niet een natuurlijk persoon is, in kracht van gewijsde gegane ernstige strafrechtelijke veroordelingen in België heeft opgelopen wegens inbreuken op de voorschriften inzake :

a) de veiligheid van de voertuigen, alsook de massa's en afmetingen van deze voertuigen;

b) de bescherming van het milieu tegen de verschillende verontreinigingen die uit de uitoefening van het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg voortvloeien;

c) de politie over het wegverkeer;

d) de rij- en rusttijden van de bestuurders van voertuigen en het gebruik van de tachograaf;

e) het vervoer van personen over de weg tegen vergoeding;

f) de in het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg geldende loon- en arbeidsvoorwaarden;

g) de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorvoertuigen;

h) de accijnstarieven voor minerale oliën;

3° de natuurlijk persoon of, indien de onderneming geen natuurlijk persoon is, de in artikel 6, § 2 bedoelde personen, geen verbod is opgelegd om een koopmansbedrijf uit te oefenen krachtens het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het rechtelijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen.

§ 2. Voor de toepassing van de in § 1, 1°, bedoelde bepalingen, wordt als ernstige strafrechtelijke veroordeling beschouwd elke strafrechtelijke veroordeling die aanleiding heeft gegeven tot een geldboete van meer dan 4.000 euro of een hoofdgevangenisstraf van meer dan zes maanden.

§ 3. Voor de toepassing van de in § 1, 2°, bedoelde bepalingen worden als ernstige strafrechtelijke veroordelingen wegens inbreuken op de genoemde voorschriften beschouwd de strafrechtelijke veroordelingen die samen aanleiding hebben gegeven tot een totale geldboete van meer dan 2.000 euro of tot een totale hoofdgevangenisstraf van meer dan vier maanden.

§ 4. Voor de toepassing van de §§ 1 tot 3 gelden tevens de volgende bepalingen :

1° er wordt geen rekening gehouden met :

a) veroordelingen tot een geldboete die niet hoger is dan 75 euro of tot een hoofdgevangenisstraf die niet hoger is dan vijftien dagen;

b) straffen of gedeelten van straffen met uitstel indien de geldboete minder dan 1.000 euro bedraagt of de hoofdgevangenisstraf minder dan drie maanden bedraagt;

2° bij de strafrechtelijke geldboeten worden de opdecimen buiten beschouwing gelaten; bij veroordelingen wegens inbreuken waarop de wetgeving betreffende de opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten geen toepassing vindt, is het in aanmerking te nemen bedrag gelijk aan het quotiënt van de deling van het bedrag van de opgelegde boeten door 60.

Afdeling 2. — Bewijs

Art. 8. § 1. De door de Minister aangestelde ambtenaren moeten aan de natuurlijke personen en de rechtspersonen met betrekking tot hun bestuurders, zaakvoerders, directeurs of gevolmachtigden een uittreksel uit het strafregister, model 1, vragen voor zover zij geen toegang zouden hebben tot het centraal strafregister.

Indien het in het eerste lid bedoelde document niet wordt afgegeven door het land van oorsprong van de betrokkene of door de landen waar hij zijn woonplaats had, kan de betrouwbaarheid worden aangetoond met een gelijkwaardig document afgegeven door het land van oorsprong van de betrokkene en, in voorkomend geval, door de landen waar hij zijn woonplaats had.

§ 2. Bij ontstentenis van de in § 1 bedoelde documenten, of indien deze geen of onvoldoende gegevens bevatten om te kunnen uitmaken of aan de voorwaarde van betrouwbaarheid wordt voldaan, moeten deze documenten vervangen of aangevuld worden door een verklaring van een bevoegde administratieve of rechterlijke instantie die betrekking heeft op de aspecten van de voorwaarde van betrouwbaarheid waaromtrent de in § 1 bedoelde documenten geen uitsluitel geven.

§ 3. Bij ontstentenis van de voornoemde documenten, of indien deze documenten nog onvoldoende gegevens bevatten om te kunnen uitmaken of aan alle aspecten van de voorwaarde van betrouwbaarheid wordt voldaan, worden zij vervangen of aangevuld door een verklaring van een bevoegde administratieve of rechterlijke instantie of, bij ontstentenis, van een notaris van het land van oorsprong van de betrokkene en, in voorkomend geval, van de landen waar hij zijn woonplaats had, waarin wordt bevestigd dat de betrokkene plechtig of onder ede heeft verklaard dat hij geen van de in artikel 7 bedoelde veroordelingen of verboden heeft opgelopen.

§ 4. De in §§ 1, 2 en 3 bedoelde documenten, moeten minder dan drie maanden vóór hun overlegging zijn afgegeven.

§ 5. De door de Minister aangestelde ambtenaren moeten om de vijf jaar aan de natuurlijke personen en de rechtspersonen met betrekking tot hun bestuurders, zaakvoerders, directeurs of gevolmachtigden een uittreksel uit het strafregister, model 1, of een gelijkwaardig document vragen voor zover zij geen toegang zouden hebben tot het centraal strafregister. De onderneming beschikt over een termijn van drie maanden om het gevraagde bewijs te leveren.

HOOFDSTUK III. — Vakbekwaamheid

Afdeling 1. — Beginsel

Art. 9. § 1. Indien de onderneming een natuurlijk persoon is, moet ofwel deze natuurlijk persoon, ofwel een andere door haar aangewezen persoon en die de vervoerwerkzaamheden van de onderneming permanent en daadwerkelijk leidt, voldoen aan de voorwaarde van vakbekwaamheid door houder te zijn van een van de in artikel 11 bedoelde getuigschriften of bewijs van vakbekwaamheid.

§ 2. Indien de onderneming geen natuurlijk persoon is, moet een van de natuurlijk personen die de vervoerwerkzaamheden van de onderneming permanent en daadwerkelijk leiden, voldoen aan de voorwaarde van vakbekwaamheid door houder te zijn van een van de in artikel 11 bedoelde getuigschriften of bewijs van vakbekwaamheid.

Art. 10. § 1. Opdat er sprake zou kunnen zijn van een permanente en daadwerkelijke leiding van de vervoerwerkzaamheden van een onderneming, moet de persoon die haar getuigschrift of haar bewijs van vakbekwaamheid bedoeld in artikel 11 doet gelden voor die onderneming :

1° hetzij zelf het beroep van ondernemer van vervoer van personen over de weg als natuurlijk persoon uitoefenen;

2° hetzij het mandaat van zaakvoerder of van afgevaardigd bestuurder bekleden en uitoefenen;

3° hetzij bewijzen dat zij met de onderneming een arbeidsovereenkomst heeft gesloten die onder meer toelaat vast te stellen dat deze persoon de beleidsdaden, zoals bedoeld in § 2, 2° en 3°, vervult.

§ 2. De persoon die haar getuigschrift of haar bewijs van vakbekwaamheid bedoeld in artikel 11 doet gelden voor de onderneming en die niet voldoet aan de in § 1 bedoelde bepalingen, moet kunnen bewijzen :

1° dat zij volmacht heeft op de financiële rekening van de onderneming en dat zij die volmacht uitoefent;

2° dat zij regelmatig tussenkomt in de volgende werkzaamheden :

a) het aanschaffen van voertuigen;

b) het sluiten van de overeenkomsten met de klanten en de onderaannemers;

c) het sluiten van de verzekeringsovereenkomsten;

d) het ondertekenen van de dagelijkse briefwisseling;

3° dat zij regelmatig tussenkomt in ten minste twee van de volgende werkzaamheden :

a) het berekenen van de kostprijzen en het opmaken van de prijsopgaven;

b) de facturering;

c) het sluiten van de aankoop- en verkoopovereenkomsten;

d) het personeelsbeheer.

Afdeling 2. — Bewijs

Art. 11. § 1. De vakbekwaamheid wordt aangetoond :

1° ofwel met een getuigschrift van vakbekwaamheid voor vervoer van personen over de weg, afgegeven overeenkomstig de bepalingen van artikel 13;

2° ofwel met een getuigschrift van vakbekwaamheid afgegeven door de federale overheid of door een gewestelijke entiteit overeenkomstig Richtlijn 96/26/EG van de Raad van de Europese Unie van 29 april 1996 inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van goederen-, respectievelijk personenvervoer over de weg, nationaal en internationaal, en inzake de wederzijdse erkenning van diploma's, certificaten en andere titels ter vergemakkelijking van de uitoefening van het recht van vrije vestiging van bedoelde vervoerondernemers;

3° ofwel met een getuigschrift van vakbekwaamheid voor nationaal personenvervoer over de weg, afgegeven met toepassing van het koninklijk besluit van 5 september 1978 tot vaststelling van de voorwaarden inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal personenvervoer over de weg;

4° ofwel met een getuigschrift van vakbekwaamheid voor nationaal personenvervoer over de weg, afgegeven met toepassing van het in punt 3 van dit artikel bedoeld koninklijk besluit van 5 september 1978;

5° ofwel met een bewijs van vakbekwaamheid afgegeven door de hiertoe door een andere lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Economische Ruimte aangewezen autoriteit of instantie en waaruit blijkt dat :

a) de belanghebbende de vereiste bekwaamheid bezit in de onderwerpen vermeld in de lijst in bijlage 2;

b) de bekwaamheid vastgesteld aan de hand van een examen de belanghebbende ertoe machtigt zijn vakbekwaamheid te doen gelden hetzij in een onderneming die uitsluitend nationaal vervoer verricht, hetzij in een onderneming die internationaal vervoer verricht.

§ 2. Indien het in § 1, 5°, bedoelde bewijs van vakbekwaamheid werd afgegeven op basis van een praktijkervaring van ten minste vijf jaar op directieniveau in een vervoeronderneming, is het slechts ontvankelijk wanneer de ingeroepen ervaring werd verworven in een vervoeronderneming gevestigd in de Staat die het bewijs heeft afgegeven.

§ 3. De getuigschriften of bewijzen dienen aan de Administratie te worden geleverd.

Art. 12. Het model van het in artikel 11, § 1, 1°, bedoeld getuigschrift, wordt vastgesteld in bijlage 1 van dit besluit.

Afdeling 3. — Afgifte van het getuigschrift van vakbekwaamheid

Art. 13. Het in artikel 11, § 1, 1°, bedoeld getuigschrift van vakbekwaamheid wordt afgegeven door de Minister of zijn gemachtigde aan elke natuurlijk persoon die overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, geslaagd is voor het examen georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van dit besluit door een examenjury.

De houders van bepaalde diploma's van hoger of technisch onderwijs die een gedegen kennis impliceren van de in de lijst in bijlage 2 van dit besluit genoemde onderwerpen, en die de Minister speciaal daartoe kan bepalen, zijn vrijgesteld van het examen over de materies die door deze diploma's zijn gedekt.

Art. 14. De lijst van de onderwerpen voor het examen bedoeld in artikel 2 wordt vastgesteld in bijlage 2.

Art. 15. § 1. Het examen bedoeld in artikel 13 bestaat uit :

1° twee schriftelijke proeven over een gedeelte van de in artikel 14 bedoelde onderwerpen;

2° een mondelinge proef die betrekking heeft op bepaalde onderwerpen, uitgeloot onder die onderwerpen waarover geen schriftelijke proef werd afgelegd.

§ 2. De eerste schriftelijke proef bestaat uit vragen over de theorie in de vorm van hetzij meerkeuzevragen, hetzij open vragen, hetzij een combinatie van de twee systemen. De tweede schriftelijke proef bestaat uit oefeningen betreffende case studies. Elke schriftelijke proef duurt ten minste twee uur.

§ 3. Alleen de geslaagden voor de schriftelijke proeven mogen deelnemen aan de mondelinge proef.

§ 4. Zowel voor elke van de schriftelijke proeven als voor de mondelinge proef, mag de weging van de punten niet lager zijn dan 25 % en niet hoger zijn dan 40 % van het totaal aantal toe te kennen punten.

§ 5. Om te slagen voor het examen moeten de kandidaten een gemiddelde van minstens 60 % van het geheel van de toe te kennen punten behalen zonder dat het percentage van de punten van elke proef minder dan 50 % van de te bekomen punten mag bedragen. Evenwel kan de examencommissie, enkel voor één proef, dit percentage verlagen van 50 % naar 40 %.

Afdeling 4. — Samenstelling, bevoegdheden en werking van de examencommissie

Art. 16. § 1. De examencommissie bedoeld in artikel 13 bestaat uit een voorzitter en een ondervoorzitter aangewezen door de Regering, alsook uit minstens vier assessoren, aangewezen wegens hun bijzondere bevoegdheid.

De ondervoorzitter vervangt de voorzitter bij verhindering van deze laatste.

De voorzitter, de ondervoorzitter en de assessoren worden door de Regering benoemd voor een maximumduur van drie jaar. De mandaten zijn hernieuwbaar.

Een ambtenaar van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen wordt tot secretaris van de examencommissie aangesteld door de directeur-generaal. De secretaris heeft raadgevende stem.

§ 2. Van de examencommissie kunnen geen lid zijn :

1° de personen die het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg uitoefenen, de personen die tewerkgesteld zijn in een onderneming die deze werkzaamheid verricht en die er een mandaat uitoefenen;

2° de leden van het personeel van de beroepsverenigingen van de in 1° bedoelde sector.

Art. 17. § 1. Rekening houdend met de bepalingen van artikel 15, § 2, van dit besluit, bepaalt de voorzitter van de examencommissie, voor elk onderwerp of groep van onderwerpen, de duur van de schriftelijke proeven van het examen.

§ 2. De leden van de examencommissie, die in plenaire zitting samenkomen, beraadslagen op geldige wijze indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter of de ondervoorzitter van de examencommissie of, bij hun afwezigheid, door een assessor aangesteld door de aanwezige leden.

De beslissingen van de examencommissie worden genomen bij meerderheid van stemmen; bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend.

Art. 18. § 1. De vergoedingen voor de prestaties geleverd door de voorzitter, de secretaris en de leden van de examencommissie, evenals de vergoeding voor de kosten veroorzaakt wegens het vervullen van hun opdracht, vallen ten laste van het door de minister erkende instelling om een logistieke ondersteuning aan de examencommissie te geven.

Ze worden vastgesteld als volgt :

- 1° verbetering van de schriftelijke proeven : 2 euro per examencahier;
- 2° ondervraging bij de mondelinge proef : 33 euro per uur, 's zaterdags en 45 euro per uur, 's zondags;
- 3° deelneming aan de deliberatie van de examencommissie : 20 euro per uur;
- 4° vergoeding van de voorzitter van de examencommissie : 128 euro per examenzitting;
- 5° vergoeding van de secretaris van de examencommissie : 199 euro per examenzitting en 1,50 euro per deelnemer aan de schriftelijke proeven van het examen, met een maximumbedrag van 767 euro.

§ 2. De in § 1 bedoelde bedragen worden op 1 september van elk jaar aangepast aan de evolutie van het gezondheidsindexcijfer overeenkomstig de volgende formule : basisvergoeding vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer.

Onder « nieuw indexcijfer » wordt verstaan het gezondheidsindexcijfer van de maand die aan de aanpassing van de vergoeding voorafgaat en onder « aanvangsindexcijfer » het gezondheidsindexcijfer van de maand september 2004.

Afdeling 5. — Inhoud van het examen en weging van de punten

Art. 19. De schriftelijke proeven van het examen slaan op de onderwerpen bedoeld onder de rubrieken 3° en 5°, a) tot g) van bijlage 2 van dit besluit. De mondelinge proef van het examen slaat op vier onderwerpen of groepen van onderwerpen, die worden bepaald bij loting uit deze die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van de in het eerste lid bedoelde schriftelijke proeven.

Art. 20. De weging van de punten tussen de verschillende gedeelten van het examen wordt vastgesteld als volgt :

- 1° voor de schriftelijke proef dat uit vragen over de theorie bestaat : 30 % van de toe te kennen punten;
- 2° voor de schriftelijke proef dat uit oefeningen betreffende casestudies bestaat : 30 % van de toe te kennen punten;
- 3° voor de mondelinge proef : 40 % van het totaal van de toe te kennen punten.

Afdeling 6. — Frequentie van de examenzittingen

Art. 21. De examenzittingen hebben plaats volgens de noodwendigheden en ten minste eenmaal per jaar.

Afdeling 7. — Wijze en deelnemingsvoorwaarden aan het examen

Art. 22. De examenzittingen worden minstens één maand vóór de datum aangekondigd in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 23. De kandidaten zenden een aanvraag tot inschrijving aan het organisme bedoeld in artikel 18, § 1, binnen de in de examenaankondiging gestelde termijn.

De aanvraag tot inschrijving moet verplicht worden gesteld op een door de secretaris van de examencommissie afgegeven formulier.

De inschrijving voor het examen geschiedt tegen betaling van een som van 87 euro, de belasting op de toegevoegde waarde niet inbegrepen. Dit bedrag moet worden overgemaakt aan het organisme bedoeld in artikel 18, § 1, bij ontvangst van de door deze instelling toegezonden factuur en is slechts terugbetaalbaar in geval van overmacht, ten belope van 50 euro.

De examens worden afgenomen in het Frans of in het Duits, volgens de taal die de kandidaat in zijn aanvraag heeft vermeld.

De kandidaat die geslaagd is voor de schriftelijke proeven van een examenzitting en die zich niet aanmeldt voor de mondelinge proef van dezelfde zitting of die voor deze mondelinge proef zakt, wordt enkel voor de volgende twee zittingen vrijgesteld van de schriftelijke proeven en dit op schriftelijke aanvraag gericht tot de secretaris van de examencommissie.

Art. 24. Bij het verstrijken van de termijn, bepaald voor het indienen van de aanvragen om inschrijving, sluit de secretaris van de examencommissie de lijst van de kandidaten af en roept ze op voor het examen.

Art. 25. Na bij de leden van de examencommissie elk nuttig advies te hebben ingewonnen, stelt de voorzitter van de commissie de vragen vast van de schriftelijke proeven en bepaalt, rekening houdend met de bepalingen van artikel 20, het respectievelijk belang van zowel de schriftelijke als de mondelinge onderwerpen of groepen van onderwerpen.

Art. 26. Zo laat mogelijk vóór de schriftelijke proeven wordt de vragenlijst, door toedoen van de secretaris van de examencommissie, afgedrukt op het aantal nodig geachte exemplaren. De exemplaren worden onder verzegelde omslag geplaatst en veilig weggeborgen.

Afdeling 8. — Tucht tijdens de examenzittingen

Art. 27. Het toezicht tijdens de examenzittingen wordt uitgeoefend door de voorzitter van de examencommissie of door personen die hij ertoe aanduidt.

Art. 28. Voor de schriftelijke proeven gelden de volgende regels :

1° de kandidaten die zich aanmelden voor de schriftelijke proeven moeten de plaats innemen die hun in de oproepingsbrief wordt aangewezen.

Iedere kandidaat ontvangt examencahiers waarop hij de gevraagde identiteitsgegevens vermeldt en zijn handtekening plaatst.

Een toezichthouder vergelijkt deze gegevens en de handtekening met de identiteitskaart van de kandidaat;

2° de omslag met de exemplaren van de vragenlijst wordt geopend door de secretaris van de examencommissie of door een toezichthouder die hij hiertoe aanduidt, in het bijzijn van twee getuigen die niet tot de examencommissie behoren;

3° de toezichthouders staan in voor de orde in de examenzaal. Zij mogen geen uitleg aan de kandidaten geven. Wanneer hierom wordt gevraagd, verwittigen zij de secretaris van de examencommissie of zijn vertegenwoordiger;

4° de kandidaten die de orde verstoren, bedrog plegen of pogen te plegen, worden uitgesloten door de voorzitter van de examencommissie of door personen die hij hiertoe aanduidt.

Zij mogen, op straf van onmiddellijke uitsluiting, noch ander dan het hun gegeven papier gebruiken, nog met elkaar of met de buitenwereld communiceren, noch nota's, boeken of elektronische gegevensdragers raadplegen buiten de eventueel toegelaten documentatie.

Wie nota's, boeken, informatica- of telecommunicatieapparatuur bij zich heeft, moet die overhandigen aan de secretaris van de examencommissie of aan zijn vertegenwoordiger;

5° de kandidaten mogen de zitting slechts verlaten na het in de oproepingsbrief vermelde tijdstip.

Vanaf dit ogenblik mag geen enkele kandidaat nog tot de examenzaal worden toegelaten;

6° de kandidaten mogen de zaal slechts verlaten na overhandiging van hun examencahiers aan de bevoegde toezichthouder.

De oproepingsbrief wordt dan afgestempeld;

7° als de schriftelijke proeven afgelopen zijn, worden de examencahiers van de kandidaten onder verzegelde omslag geplaatst door een toezichthouder of door de secretaris van de examencommissie en door deze laatste veilig weggeborgen.

Art. 29. Voor de mondelinge proef worden de kandidaten gegroepeerd volgens de taal van het examen en worden zij opgeroepen in de volgorde bepaald door de voorzitter van de examencommissie.

Afdeling 9. — Toekenning van de beoordelingscijfers

Art. 30. § 1. Voor elk onderwerp of groep van onderwerpen wordt het beoordelingscijfer uitgedrukt in een geheel getal van 0 tot 20.

§ 2. Wat de schriftelijke proeven betreft, noteren de verbeteraars op de examencahiers, in de marge naast de antwoorden, het toegekende cijfer gevolgd door hun paraaf.

§ 3. Wat de mondelinge proef betreft, worden de examinatoren in het bezit gesteld van een lijst van de kandidaten. Naast de naam van elke kandidaat duiden zij het toegekende cijfer aan en ondertekenen zij de lijst.

§ 4. De cijfers worden medegedeeld aan de secretaris van de examencommissie; deze legt ze voor aan de voorzitter van de examencommissie met het oog op de deliberatie van deze commissie.

§ 5. Het proces-verbaal met de naam van de kandidaten en de behaalde cijfers wordt opgemaakt door de secretaris van de examencommissie en ondertekend door de voorzitter van de examencommissie.

Afdeling 10. — Mededeling van de examenresultaten

Art. 31. De kandidaten worden door de secretaris van de examencommissie ingelicht over de cijfers die zij behaald hebben voor elk onderwerp of groep van onderwerpen waarover zij werden ondervraagd alsmede over het percentage van de voor het geheel van de onderwerpen behaalde cijfers.

Afdeling 11. — Voortzetting van de vakbekwaamheid

Art. 32. De onderneming moet om de vijf jaar het bewijs leveren dat zij nog voldoet aan de voorwaarde van vakbekwaamheid.

Daarenboven moet de onderneming dit bewijs leveren telkens de Minister of zijn gemachtigde erom verzoekt.

Om het in het tweede lid bedoelde bewijs te leveren, beschikt de onderneming over een termijn van een maand, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van de vraag door de Minister of zijn gemachtigde.

§ 2. Een ongunstige beslissing omdat de vervoerwerkzaamheden van de onderneming niet daadwerkelijk of niet permanent worden geleid door een persoon die houder is van het getuigschrift of bewijs van vakbekwaamheid, kan door de Minister worden herzien.

Art. 33. § 1. Wanneer een van de personen aangewezen om de vervoerwerkzaamheden van de onderneming te leiden overlijdt, lichamelijk of wettelijk onbekwaam wordt om zijn functie uit te oefenen of de onderneming verlaat in andere omstandigheden, moet de onderneming deze gebeurtenis binnen de maand aan de Minister of aan zijn gemachtigde melden.

§ 2. Wanneer een van de personen aangewezen om de vervoerwerkzaamheden van de onderneming te leiden overlijdt, lichamelijk of wettelijk onbekwaam wordt om zijn functie uit te oefenen, beschikt de onderneming over een termijn van één jaar vanaf deze gebeurtenis om in de aanstelling van een plaatsvervanger te voorzien.

De onderneming kan niet genieten van de in het eerste lid bedoelde termijn indien de bovenbedoelde gebeurtenis plaatsvindt vooraleer haar een eerste vervoervergunning werd afgegeven.

§ 3. Wanneer een van de personen aangewezen om de vervoerwerkzaamheden van de onderneming te leiden overlijdt, lichamelijk of wettelijk onbekwaam wordt om zijn functie uit te oefenen, bepaalt de Minister of zijn gemachtigde een termijn van maximum zes maanden vanaf deze gebeurtenis om in de aanwerving van een plaatsvervanger te voorzien.

De onderneming kan niet genieten van de in het eerste lid bedoelde termijn indien de bovenbedoelde gebeurtenis plaatsvindt vooraleer haar een eerste vervoervergunning werd afgegeven.

HOOFDSTUK IV. — Financiële draagkracht

Afdeling 1. — Beginsel

Art. 34. Een onderneming voldoet aan de voorwaarde van financiële draagkracht wanneer zij kan aantonen :

1° ofwel te beschikken over een kapitaal en reserves waarvan de waarde ten minste gelijk is aan 9.000 euro voor het eerste voertuig en 5.000 euro voor elk bijkomend voertuig.

2° ofwel een hoofdelijke borgtocht te hebben gesteld waarvan de waarde ten minste gelijk is aan 9.000 euro voor het eerste voertuig en 5.000 euro voor elk bijkomend voertuig.

Afdeling 2. — Bewijs

Art. 35. § 1. Om haar financiële draagkracht te bewijzen, moet de onderneming, door middel van de jaarrekeningen, aantonen dat zij jaarlijks over kapitalen en reserves beschikt voor het bedrag vastgesteld in artikel 34, 1°.

§ 2. De onderneming kan ook haar financiële draagkracht bewijzen door middel van een borgstellingsbewijs opgesteld door een van de volgende instellingen, waaruit blijkt dat de betrokken instelling zich hoofdelijk borg heeft gesteld voor de onderneming voor het bedrag vastgesteld in artikel 34, 2° :

1° een kredietinstelling naar Belgisch recht, erkend overeenkomstig titel II van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, of een bijkantoor van een kredietinstelling die ressorteert onder het recht van een andere lidstaat van de Europese Unie, geregistreerd overeenkomstig artikel 65 van de voornoemde wet van 22 maart 1993, of een niet in België gevestigde kredietinstelling die ressorteert onder het recht van een andere lidstaat van de Europese Unie en in België haar werkzaamheid verricht in het kader van het vrij verrichten van diensten, overeenkomstig artikel 66 van de voornoemde wet van 22 maart 1993;

2° een verzekeringsonderneming erkend overeenkomstig de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle van de verzekeringsondernemingen.

Art. 36. De bewijzen van borgtocht en de attesten van kapitaal en reserves dienen op elk verzoek aan de Administratie te worden geleverd.

Afdeling 3. — Aanwending van de borgtocht

Art. 37. § 1. De borgtocht bedoeld in artikel 35, § 2, dient in zijn geheel om de schulden van de onderneming te waarborgen voor zover zij opeisbaar werden tijdens de periode bedoeld in § 2 en voor zover zij voortvloeien uit de vervoersactiviteit van de onderneming.

De borgtocht strekt zich uit tot al hetgeen bij de hoofdschuld en haar invordering komt.

De borgtocht dient evenwel niet tot waarborg van de schulden die voortvloeien uit elke operatie inzake financiering, huur en financieringshuur.

§ 2. Op de borgtocht kan slechts aanspraak worden gemaakt voor zover de schulden opeisbaar werden in de periode van 365 dagen die aan de datum van aanspraak op de borgtocht voorafgaat.

Indien een schuldeiser een rechtsvordering tegen de onderneming instelt en de hoofdelijke borg daarvan in kennis stelt bij een aangetekende zending van een kopie van de akte van rechtsingang, is de in het eerste lid bedoelde periode van 365 dagen, die welke voorafgaat aan de datum van de aangetekende zending.

Indien, in geval van faillissement van de onderneming, een schuldeiser een aangifte van schuldvordering indient, en de hoofdelijke borg daarvan in kennis stelt bij een aangetekende zending, is de in het eerste lid bedoelde periode van 365 dagen die welke voorafgaat aan de datum van die aangetekende zending.

Op de borgtocht kan evenwel nooit aanspraak worden gemaakt voor schulden :

1° die reeds opeisbaar waren vóór de datum waarop het in artikel 35, § 2, bedoelde bewijs werd opgesteld;

2° die ontstaan zijn na het faillissement van de onderneming, behalve als de rechtbank van koophandel toestemming heeft gegeven voor de voorlopige voortzetting van de handelsverrichtingen van de gefailleerde.

Art. 38. § 1. Op de borgtocht kan alleen aanspraak worden gemaakt door de houders van schuldvorderingen bedoeld in artikel 37, door overlegging, bij een aangetekende zending geadresseerd aan de hoofdelijke borg bedoeld in artikel 35, § 2 :

1° ofwel van een ten laste van deze onderneming in België genomen, zelfs niet uitvoerbare, rechtelijke beslissing;

2° ofwel, in geval van faillissement van de onderneming, van het bewijs van aanvaarding van de schuldvordering in het passief van dit faillissement, door de curator of de rechtbank van koophandel.

§ 2. Behalve in geval van faillissement, zullen de aanspraken op de borgtocht worden afgehandeld volgens de datum van afgifte van de aangetekende zending geadresseerd aan de hoofdelijke borg; de postdatum geldt als bewijs.

Indien verscheidene aanspraken op dezelfde datum op de post worden afgegeven en het bedrag van de borgtocht onvoldoende is, zal tot een evenredige verdeling tussen de betrokken schuldeisers worden overgegaan.

De hoofdelijke borg die een aanspraak op de borgtocht niet betwist, moet de schuldeiser betalen binnen de zestig dagen na ontvangst van deze aanspraak.

§ 3. In geval van faillissement zal tot een evenredige verdeling worden overgegaan tussen de schuldeisers die aanspraak hebben gemaakt op de borgtocht overeenkomstig § 1, 2°, binnen de maand na de datum waarop de schuldvorderingen werden aanvaard in het passief van het faillissement. De hoofdelijke borg die een aanspraak op de borgtocht niet betwist, moet de schuldeiser betalen binnen de zestig dagen na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn.

Art. 39. In geval van volledige of gedeeltelijke afneming op de borgtocht dient de onderneming de Minister of zijn gemachtigde per aangetekende brief op de hoogte ervan te brengen. De onderneming is verplicht de borgtocht te herstellen of aan te vullen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van verzending van de aangetekende brief.

Art. 40. § 1. Bij ontstentenis van contractuele bepalingen tussen de hoofdelijke borg en de onderneming betreffende de bevrijding van de borg, is de hoofdelijke borg bevrijd van zijn verplichtingen jegens de eventuele schuldeisers na het verstrijken van een termijn van negen maanden, te rekenen vanaf de datum waarop de Minister of zijn gemachtigde van deze hoofdelijke borg de brief, houdende kennisgeving van zijn beslissing zich geheel of gedeeltelijk van zijn verplichtingen te ontdoen, heeft ontvangen.

Nochtans kan gedurende de laatste zes maanden van de in het eerste lid bedoelde termijn, slechts op de borgtocht aanspraak worden gemaakt indien de schuldvordering vóór het begin van deze laatste zes maanden is ontstaan.

§ 2. Indien vóór het verstrijken van de termijn van negen maanden bedoeld in § 1, een schuldeiser tegen de onderneming een rechtsvordering instelt en de hoofdelijke borg daarvan in kennis stelt bij een aangetekende zending van een kopie van de akte van rechtsingang, wordt deze termijn ten voordele van deze schuldeiser opgeschort; deze termijn begint pas opnieuw te lopen de dag waarop de rechterlijke eindbeslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 3. Indien bij faillissement van de onderneming een schuldeiser een aangifte van schuldvordering indient en daarvan de hoofdelijke borg, vóór het verstrijken van de termijn van negen maanden bedoeld in § 1, in kennis stelt bij een aangetekende zending van een kopie van zijn aangifte van schuldvordering, wordt deze termijn ten voordele van deze schuldeiser opgeschort; deze termijn begint pas opnieuw te lopen de dag van de aanvaarding of de afwijzing van de schuldvordering.

§ 4. In afwijking van §§ 1, 2 en 3, kan de borg die zich van zijn verplichtingen heeft ontdaan niet meer worden aangesproken met ingang van de datum waarop de Minister of zijn gemachtigde een bewijs heeft ontvangen van een nieuwe hoofdelijke borg die verklaart de resterende verplichtingen van de eerste borg over te nemen.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

Art. 41. De ambtenaren van de Administratie die met een mandaat van gerechtelijke politie belast zijn, worden aangesteld om de inbreuken op dit besluit op te sporen en vast te stellen, overeenkomstig de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg.

HOOFDSTUK VI. — *Straffen*

Art. 42. § 1. Wanneer de onderneming, houder van een vervoervergunning, niet meer aan een van de bij dit besluit gestelde voorwaarden inzake betrouwbaarheid, vakbekwaamheid en financiële draagkracht voldoet, stuurt de Administratie haar een verwittiging om haar een nieuwe termijn van zes maanden toe te staan om haar situatie te regulariseren.

§ 2. Indien de onderneming haar situatie binnen de toegestane termijn niet heeft geregulariseerd, kan haar vergunning voor een bepaalde duur worden opgeschort of definitief door de Administratie ingetrokken, onverminderd de bepalingen van artikel 33, §§ 2 en 3.

Vóór het nemen van enige maatregel van tijdelijke opschorting of definitieve intrekking wordt de betrokken onderneming opgeroepen om vooraf door de Administratie te worden gehoord. De oproepingsbrief vermeldt de grieven die tegen haar worden aangevoerd en laat haar weten dat ze het procedurendossier kan raadplegen.

De beslissing van tijdelijke opschorting of definitieve intrekking van de vergunning wordt per aangetekend schrijven aan de betrokken onderneming betekend binnen tien dagen na het verhoor.

Na afloop van deze termijn wordt de Administratie geacht definitief af te zien van elke opschorting of elke intrekking op basis van de feiten die de betrokken persoon ten laste worden gelegd, behoudens nieuw element.

De beslissing van tijdelijke opschorting of definitieve intrekking is van kracht binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van kennisgeving ervan.

Elke beslissing tot intrekking wegens het ontbreken van voorwaarde inzake betrouwbaarheid bepaalt een termijn van maximum zes maanden voor de aanwerving van een plaatsvervanger, voor zover de veroordelingen die deze beslissing rechtvaardigen niet werden uitgesproken ten laste van de natuurlijk persoon die het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg uitoefent.

Art. 43. De ondernemingen die door een ongunstige beslissing werden getroffen beschikken over een verhaal dat rechtstreeks kan worden uitgeoefend bij de Minister binnen de dertig dagen van de kennisgeving van de beslissing tot opschorting of intrekking

De Minister doet uitspraak binnen drie maanden na het ontvangen van het beroepschrift.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 44. De ondernemingen die het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg reeds uitoefenen beschikken, voor wat hun voertuigen betreft die reeds gebruikt worden voor hun vervoersactiviteiten vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, over een termijn van zes maanden vanaf deze datum, om aan te tonen dat zij voldoen aan de verplichtingen inzake betrouwbaarheid, vakbekwaamheid en financiële draagkracht.

Art. 45. Dit besluit treedt in werking de maand waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 46. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

EUROPESE GEMEENSCHAP

KONINKRIJK BELGIË

B

WAALSE
OVERHEIDSDIENSTMobiliteit
EN WATERWEGEN

Directie Personenvervoer

GETUIGSCHRIFT VAN VAKBEKWAAMHEIDVOOR NATIONAAL VERVOER VAN PERSONEN OVER DE WEG

NR.

Wij, ondergetekende, Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal "Mobiliteit en Waterwegen", door de Minister van Vervoer gemachtigde ambtenaar, verklaren:

- a) dat
 geboren te op..... is geslaagd voor de gedeelten van het examen (jaar :;
 zitting:georganiseerd
 voor het verkrijgen van het getuigschrift van vakbekwaamheid voor nationaal vervoer van personen over de weg,
 overeenkomstig de bepalingen van het besluit van
 de Waalse Regering van..... tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot het beroep van ondernemer
 van personenvervoer over de weg voor de diensten
 geregelde vervoerdiensten en gespecialiseerde geregelde vervoerdiensten;
- b) dat de in punt a) genoemde persoon gemachtigd is zijn vakbekwaamheid te gebruiken in een onderneming voor het vervoer van personen over de weg die uitsluitend nationaal vervoer verricht.

Dit document vormt het voldoende bewijs van vakbekwaamheid als bedoeld in artikel 10, paragraaf 1 van Richtlijn 96/26/EG van de Raad van de Europese Unie van 29 april 1996 inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van goederen-, respectievelijk personenvervoer over de weg, nationaal en internationaal, en inzake de wederzijdse erkenning van diploma's, certificaten en andere titels ter vergemakkelijking van de uitoefening van het recht van vrije vestiging van bedoelde vervoerondernemer.

Stempel van het Directoraat-generaal	Voor de Minister:	Afgegeven te Namen (België), op
Mobiliteit en Waterwegen	De Directeur-generaal,	Voor de Voorzitter van de
		examencommissie:
		De Secretaris,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg voor geregelde vervoerdiensten en gespecialiseerde geregelde vervoerdiensten.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

EUROPESE GEMEENSCHAP

KONINKRIJK BELGIË
B

WAALSE OVERHEIDSDIENST
MOBILITEIT EN WATERWEGEN
Directie Personenvervoer

GETUIGSCHRIFT VAN VAKBEKWAAMHEIDVOOR NATIONAAL EN INTERNATIONAAL VERVOER VAN PERSONEN OVER DE WEG

NR.

Wij, ondergetekende, Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal "Mobiliteit en Waterwegen", door de Minister van Vervoer gemachtigde ambtenaar, verklaren:

a) dat

- geboren te op..... is geslaagd voor de gedeelten van het examen (jaar) :
- zitting:georganiseerd
- voor het verkrijgen van het getuigschrift van vakbekwaamheid voor nationaal en internationaal vervoer van personen over de weg, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van..... tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg voor de diensten
- geregelde vervoerdiensten en gespecialiseerde geregelde vervoerdiensten;
- b) dat de in punt a) genoemde persoon gemachtigd is zijn vakbekwaamheid te gebruiken in een onderneming voor het vervoer van personen over de weg.

Dit document vormt het voldoende bewijs van vakbekwaamheid als bedoeld in artikel 10, paragraaf 1 van Richtlijn 96/26/EG van de Raad van de Europese Unie van 29 april 1996 inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van goederen-, respectievelijk personenvervoer over de weg, nationaal en internationaal, en inzake de wederzijdse erkenning van diploma's, certificaten en andere titels ter vergemakkelijking van de uitoefening van het recht van vrije vestiging van bedoelde vervoerondernemer.

Stempel van het Directoraat-generaal/Mobiliteit en Waterwegen:	Voor de Minister: De Directeur-generaal,	Afgegeven te Namen (België), op
		Voor de Voorzitter van de examencommissie: De Secretaris,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg voor geregelde vervoerdiensten en gespecialiseerde geregelde vervoerdiensten.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

Bijlage 2

Lijst van de onderwerpen van de cursussen en examens van vakbekwaamheid

1° Elementaire kennis van het burgerlijk recht :

- a) de overeenkomsten in het algemeen;
- b) de belangrijkste overeenkomsten die het wegvervoer gangbaar zijn, met name de eruit voortvloeiende rechten en verplichtingen;
- c) de onderhandeling van een rechtsgeldige vervoerovereenkomst, met name wat de vervoervoorwaarden betreft;
- d) het onderzoek van een klacht van zijn opdrachtgever in verband met door reizigers geleden schade of schade aan hun bagage ten gevolge van een ongeval tijdens het vervoer of in verband met schade als gevolg van vertraging, en het bepalen van de gevolgen van de klacht voor zijn contractuele aansprakelijkheid.

2° Elementaire kennis van het handelsrecht :

- a) de voorwaarden en de regels inzake de bedrijfsuitoefening en de algemene verplichtingen van ondernemers (inschrijving, handelsboeken, enz.) en van de gevolgen van een faillissement;
- b) de ondernemingsvormen en de daarmee verband houdende voorschriften inzake oprichting en werking.

3° Elementaire kennis van het sociaal recht :

- a) de rol en de werking van de sociale instellingen in de wegvervoersektor (vakbonden, ondernemingsraden, werknemers-vertegenwoordigers, arbeidsinspecteurs, enz.);
- b) de verplichtingen van de werkgevers op het gebied van de sociale zekerheid;
- c) de arbeidsovereenkomsten van de verschillende categorieën werknemers van werkvervoerondernemingen (vorm van de overeenkomsten, verplichtingen van de partijen, arbeidsvoorwaarden en werktijden, betaald verlof, verbreking van de overeenkomst, enz.);
- d) de reglementeringen betreffende de rij- en rusttijden van de bestuurders en de tachograaf, alsmede de wijze waarop deze bepalingen in de praktijk worden toegepast.

4° Elementaire kennis van het belastingsrecht :

- a) de BTW op vervoerdiensten;
- b) de motorrijtuigenbelasting;
- c) de belastingen op bepaalde voertuigen die worden gebruikt voor het vervoer van personen over de weg, alsmede de tolgelden en rechten voor het gebruik van bepaalde infrastructuur;
- d) de inkomstenbelasting.

5° Commercieel en financieel beheer van de onderneming :

- a) de wettelijke bepalingen en de praktijk met betrekking tot het gebruik van cheques, wisselbrieven, promesses, kredietkaarten en andere betaalmiddelen of -methoden;
- b) de kredietvormen (bankkrediet, documentair krediet, waarborgen, hypotheeken, financieringshuur, verhuring op lange termijn, factoring, enz.) en de eruit voortvloeiende lasten en verplichtingen;
- c) de balans (bepaling, opstelling en interpretatie);
- d) de lezing en de interpretatie van een resultatenrekening;
- e) de analyse van de financiële situatie en van de rentabiliteit van de onderneming, met name op basis van financiële ratio;
- f) het opstellen van een begroting;
- g) de elementen van de kostprijs (vaste kosten, variabele kosten, exploitatiefonds, afschrijvingen, enz.) en zijn berekening per voertuig, per kilometer of per reis;
- h) het opmaken van een organisatieschema voor de werknemers van de onderneming, de werkplannen, enz.;
- i) de beginselen van het marktonderzoek (« marketing »), de verkoopbevordering van vervoerdiensten, het opzetten van klantenbestanden, reclame, public relations, enz.;
- j) de soorten verzekeringen die eigen zijn aan het wegvervoer (aansprakelijkheidsverzekering, verzekering van passagiers, goederen, bagage) en de ermee verband houdende waarborgen en verplichtingen;
- k) de telematicatoepassingen in het wegvervoer;
- l) de toepassing van de regels met betrekking tot de tarieven en de prijsstelling in het openbaar en particulier reizigersvervoer;
- m) de toepassing van de regels inzake de facturering van personenvervoerdiensten over de weg.

6° Toegang tot het beroep en tot de markt :

a) de reglementeringen betreffende het vervoer van personen over de weg voor rekening van derden, het huren van bedrijfsvoertuigen en de onderaanneming, met name de voorschriften betreffende de officiële organisatie van het beroep, de toegang tot het beroep, de vergunningen voor nationaal, communautair en extracommunautair vervoer, alsmede de controle en de sancties;

b) de voorschriften inzake de oprichting van een wegvervoeronderneming;

c) de documenten die vereist zijn voor de uitvoering van wegvervoer en de ontwikkeling van controleprocedures om ervoor te zorgen dat in de onderneming en aan boord van de voertuigen de vereiste documenten aanwezig zijn met betrekking tot ieder uitgevoerd transport, met name de documenten betreffende het voertuig en de bestuurder;

d) de marktordening van het personenvervoer over de weg;

e) de invoering van nieuwe vervoerdiensten en het opstellen van vervoerplannen.

7° Technische normen en exploitatie :

a) de massa en de afmetingen van de voertuigen in de lidstaten van de Europese Unie en de afwijkingen van de algemene regels voor het uitzonderlijk vervoer;

b) de keuze van de voertuigen en de onderdelen (onderstel, motor, transmissiesysteem, remsysteem, enz.) toegespitst op de behoeften van de onderneming;

c) de formaliteiten inzake de goedkeuring, de registratie en de technische keuring van de voertuigen;

d) de maatregelen tegen de luchtverontreiniging veroorzaakt door de emissies van motor voertuigen alsook tegen de geluidsoverlast;

e) het opstellen van de periodieke onderhoudsplannen voor de voertuigen en hun uitrusting.

8° Veiligheid op de weg :

a) de door het rijdend personeel vereiste beroepsbekwaamheden (rijbewijs, medische attesten, getuigschriften van vakbekwaamheid, enz.);

b) de maatregelen om ervoor te zorgen dat de bestuurders zich houden aan de in lidstaten van de Europese Unie geldende verkeersvoorschriften, -verboden en -beperkingen (snelheidsbeperkingen, voorrangregels, voorschriften inzake stilstaan en parkeren, gebruik van lichten, verkeerstekens, gedrag tegenover de zwakke weggebruikers, enz.);

c) het opstellen van instructies voor de bestuurders met betrekking tot het preventief rijgedrag en de controle op de veiligheidsnormen inzake de staat van de voertuigen, hun uitrusting en de passagiers;

d) het opstellen van de procedures die bij een ongeval moeten worden gevolgd, en de toepassing van de gepaste procedures om herhaling van ongevallen of zware inbreuken te voorkomen;

e) de structuur van het wegennet en de lidstaten van de Europese Unie (elementaire kennis).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toegang tot het beroep van ondernemer van personenvervoer over de weg voor geregelde vervoerdiensten en gespecialiseerde geregelde vervoerdiensten.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE